Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 12 novembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°507 ■

COP29

Appel à transformer les engagements en actions

P 16

PRODUCTION DE POMMES DE TERRE

Vers l'augmentation des superficies à plus de 70 000 hectares

Entre pénurie et flambée des prix, la pomme de terre, aliment de base dans l'alimentation dans notre pays est devenu un enjeu majeur. Un enjeu d'autant plus crucial, que le Ramadhan est à quelques encablures. Youcef Cherfa, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a déjà pris ses devants et initié des mesures. Il a annoncé que la superficie réservée aux pommes de terre de saison a été portée cette année à plus de 70 000 hectares P 3

SUPPRESSION DES PASSAGES À NIVEAU SUR LES VOIES FERRÉES

Plusieurs projets lancés par l'ANSERIF

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires "ANSERIF", s'emploie à la réalisation d'un large programme visant à supprimer les passages à niveau, en vue de préserver les vies et les biens, indique un responsable à l'ANSERIF.

P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal se lance dans la production de la matière première

Le groupe pharmaceutique public «Saïdal» a tracé une ambitieuse stratégie pour l'augmentation de la production nationale, avec l'objectif de garantir la sécurité sanitaire de l'Algérie d'ici les cinq prochaines années. En effet, de nombreux projets sont en cours de réalisations pour la production de nouveaux médicaments et notamment de la matière première.

P 5

CROISSANCE, DIVERSIFICATION ET STABILITÉ

L'économie nationale sur une bonne dynamique

Le dernier rapport du FMI place l'Algérie dans une zone de croissance positive, marquée par une amélioration globale des indicateurs macroéconomiques. Cette dynamique économique, comme l'a souligné l'expert en économie Ahmed Hidouci, met en évidence la capacité du pays à diversifier son économie et à assurer une stabilité durable. Le gouvernement poursuit ainsi ses réformes pour promouvoir une croissance inclusive, maîtriser l'inflation et attirer les investissements étrangers.

P 5

IRRIGATION AGRICOLE

Seulement 18 % des eaux usées épurées sont réutilisées ! P 2

TECHNOLOGIES MODERNES ET NUMÉRISATION

Des ressources exceptionnelles mobilisées par l'Algérie P 2

COMMERCE

Le ministre rassure les importateurs et les transformateurs de café P 5

TECHNOLOGIES MODERNES ET NUMÉRISATION

Des ressources exceptionnelles mobilisées par l'Algérie

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a affirmé, hier à Alger, que l'Algérie a mobilisé des ressources exceptionnelles pour généraliser les technologies modernes de communication et la numérisation, avec la ferme ambition d'atteindre des niveaux prestigieux. S'exprimant lors de l'ouverture des travaux d'un atelier régional de l'Union internationale des télécommunications (UIT), placé sous le thème «Vers une connectivité inclusive et ciblée dans la région arabe», M. Bibi Triki a indiqué que l'Algérie, qui accueille «cet évènement important, réunissait plusieurs atouts lui permettant de se hisser aux plus hauts rangs aux niveaux national et régional». Il a ajouté que «l'Algérie bénéficie de la volonté politique des plus hautes autorités du pays, à leur tête, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la généralisation des technologies modernes de communication et de numérisation des services gouvernementaux, un des axes importants de son programme ambitieux pour la relance économique de l'Algérie».

Pour ce faire, souligne le ministre, l'Algérie a mobilisé «des ressources humaines exceptionnelles, avec la ferme détermination pour atteindre des niveaux prestigieux dans tous les domaines».

Après avoir salué «une génération de jeunes imprégnées des valeurs nationales, en quête de s'imposer et de démontrer leurs compétences dans tous les domaines, à travers les start-up et les moyennes et grandes entreprises», le ministre a précisé que ces entreprises «ont adopté le processus de numérisation et l'ont parfaitement intégré au service de leurs stratégies».

A cette occasion, il a relevé que les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de raccordement au réseau de fibres optiques, ainsi que la généralisation de l'accès à internet fixe et mobile pour les foyers, les individus et les entreprises constituent «une preuve de cette orientation que nous soutenons». Au terme de son allocution, M. Bibi Triki a exprimé son espoir que cet atelier soit "une opportunité pour partager notre expérience acquise à travers la concrétisation de grands projets ayant transformé la dynamique économique et technologique de l'Algérie en quelques années".

R E.

SUPPRESSION DES PASSAGES À NIVEAU SUR LES VOIES FERRÉES

Plusieurs projets lancés par l'ANSERIF

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires "ANSERIF", s'emploie à la réalisation d'un large programme visant à supprimer les passages à niveau, en vue de préserver les vies et les biens, indique un responsable à l'ANSERIF.

Par Selma R.

En effet, ce programme renfermait plusieurs projets visant à garantir au maximum, la sécurité ferroviaire et routière, à travers la suppression des passages à niveau entre les voies ferrées et les routes nationales, de wilaya et communales, ce qui permettra de donner plus de fluidité au trafic ferroviaire et routier, et de réduire les accidents de la route, indique le chargé de communication de l'ANSERIF, Abdelkader Mazar.

En vue de sécuriser et protéger les voies ferrées, il a été procédé à l'inscriptions de projets pour la réalisation d'ouvrages d'art (ponts et tunnels) au niveau des passages à niveau, à travers l'ensemble des lignes réalisées (en service), ou celles en cours de réalisation, dont les projets de lignes ferroviaires à double voies, a-t-il ajouté dans un entretien accordé à l'APS.

En effet, 417 ouvrages d'art (ponts et tunnels) ont été construits pour supprimer les passages à niveau à travers «les nouvelles lignes», a-t-il révélé, faisant état de la réalisation de 270 ouvrages d'art (ponts et tunnels), pour supprimer lesdits passages « au niveau des projets de lignes ferroviaires à double voies».

En outre, l'agence a enregistré deux opérations pour la réalisation de ponts et de tunnels en vue de supprimer les passages à niveau «à travers les lignes exploitées», a-t-il fait savoir. La première opération consiste à éliminer les passages à niveau sur la ligne nord reliant Annaba à Tlemcen. L'agence a entamé la réalisation de 49 ouvrages d'art (pont/tunnel) sur un total de 78 ouvrages prévus. Les travaux de 19 autres ouvrages seront lancés dès le parachèvement des procédures contractuelles, et ce dans les wilayas d'Alger, Blida, Aïn Defla, Chlef, Relizane, Mascara, Oran, Bouira, Béjaïa, Bordj Bou Arreridj et Constantine. Quant à la deuxième opération, elle consiste à éliminer les passages à niveau sur les lignes restantes.

L'agence s'atèle actuellement à réaliser 16 ouvrages d'art (pont/tunnel) sur un total de 40 ouvrages prévus. Les travaux de 24 autres ouvrages débuteront dès l'achèvement des procédures contractuelles. Il s'agit des points de croisement dans les wilayas de Bechar, Naâma, Sidi Bel Abbès, Ain Témouchent, Souk Ahras, Annaba, Jijel, Skikda, Batna et Biskra, conclut la même source.

2e ÉDITION DU GAMES &COMIC CON DZAÏR (GCCDZ) DU 14 AU 16 NOVEMBRE À ALGER

La culture geek algérienne est à l'honneur !

La société INCEPTION annonce le retour du Games &Comic Con Dzaïr (GCCDZ), pour sa deuxième édition, du 14 au 16 novembre 2024 au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, à Alger. Ce rendez-vous incontournable, pour les passionnés de comics, demangas, degaming, ducinéma et du cosplay, s'étendra sur 2000 m², pour accueillir des milliers de visiteurs.

Quatre zones thématiques pour une immersion totale dans la pop culture :

« Zone exposants : Un espace dédié aux stands de goodies, defigurines, det-shirts, dejeux et autres produits dérivés pour les collectionneurs et les curieux.

Zone direct : Le concours de cosplay, moment phare de l'événement, mettra en compétition des talents qui rivaliseront pour décrocher les prix du meilleur costume, de la meilleure performance et du prix d'encouragement. Un espace de rencontre et d'échange avec les cosplayers sera aménagé.

Zone gaming : Les fans de e.sport vibreront au rythme des finales des tournois sur EA FC 25 (PS5), Street Fighter 6 (PS5) et Tekken 8 (PS5). Sans oublier, l'espace free-to-play, avec différents jeux vidéo accessibles pour tout le monde et l'espace retro gaming. Que le meilleur gagne !

Zone artistes : Une exposition-vente sera dédiée aux illustrateurs et dessinateurs, offrant au public la possibilité de découvrir et d'acquérir des œuvres originales».

Par ailleurs, le GCCDZ accueillera des invités de renom, notamment des cosplayers tels qu'ElMounji, Benzid, et The HiddenArtist. Côté gaming, des personnalités célèbres telles que Kayane de l'équipe Game One, et Genius partageront leurs expériences avec le public. En plus des animations pour les plus grands, un espace enfants proposera des activités ludiques : cours et shows de dessin, face painting, ateliers de maquillage et d'autres surprises. Ce sera également un lieu de rencontre pour les collectionneurs de BD et un espace pour découvrir les coulisses de la création de costumes et gadgets de cosplay.

La première édition en 2018 avait rassemblé près de 24 000 visiteurs, témoignant de l'engouement croissant des Algériens pour ces univers.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION DE POMMES DE TERRE

Vers l'augmentation des superficies à plus de 70 000 hectares

Entre pénurie et flambée des prix, la pomme de terre, aliment de base dans l'alimentation dans notre pays est devenu un enjeu majeur. Un enjeu d'autant plus crucial, que le Ramadhan est à quelques encablures. Youcef Cherfa, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a déjà pris ses devants et initié des mesures.

Par Réda Hadi

C'est lors du coup d'envoi de la saison de récolte des pommes de terre post-saison dans une exploitation privée située dans la commune de Ouled Khir, que celui-ci a annoncé que la superficie allouée aux pommes de terre de saison a été portée cette année à plus de 70 000 hectares, et que le programme de régulation en prévision du mois de Ramadan prochain a d'ores et déjà commencé.

Cherfa a déclaré que «le ministère de l'Agriculture a, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, œuvré à l'accroissement des terres agricoles réservées à la culture de la pomme de terre de saison, dans la perspective de la porter à 73.000 ha, soit une superficie supplémentaire de 10.000 ha, en comparaison avec la saison précédente, ce qui devra se traduire par l'augmentation de la production et de mieux maitriser le marché, avant que le produit arrive chez le consommateur à des prix raisonnables».

Cette visite de travail dans la wilaya de Mostaganem a été une opportunité pour Cherfa de réitérer les engagements des pouvoir publics à lutter contre la spéculation été d'affirmer surtout que d'importantes quantités de pommes de terre post-saison seront mises sur le marché à la fin du mois de novembre en cours. En effet, une production prévisionnelle de 15 millions qx est attendue durant cette campagne, précisant que les wilayas de Mostaganem, Mascara, Skikda et El Oued figurent parmi les principales régions productrices de cette variété de pommes de terre, avec des superficies de production estimées à plus de 53 000 hectares à l'échelle nationale, dont 35 000 hectares dans la wilaya d'El Oued.

Le ministre a, par ailleurs, mis en exergue le soutien accordé par l'Etat aux agriculteurs pour l'accroissement de la production, qui est marqué, notamment, par la prise en charge, par le Trésor public, de 50% des charges relatives à l'acquisition des engrais et le soutien direct comprenant les semences et le stockage de la production dans les chambres de réfrigération et autres formes de mesures incitatives.

En inspectant dans la commune de Oued El-Kheir, le chantier de réalisation du centre de proximité de stockage des céréales d'une capacité de 5.000 tonnes dont la réception est prévue le mois de décembre prochain, M.Cherfa a annoncé la réception, avant la campagne moisson-battage prochaine, de pas moins de 350 infrastructures en réalisation à l'échelle nationale.

Dès leur entrée en exploitation, ces centres offriront des capacités supplémentaires de stockage des céréales estimées à 5 millions de tonnes devant porter ainsi la capacité globale nationale de stockage de ces produits agricoles à 9 millions de tonnes, indique-t-on.

À cette occasion, le ministre a rappelé l'importance que les autorités publiques accordent à ces infrastructures destinées au stockage des céréales et des légumineuses sèches, insistant sur la nécessité de livrer tous les projets avant le lancement de la prochaine campagne de récolte et de battage. Il nul besoin de souligner qu'outre ces affirmations, le ministère de l'agriculture a déjà procédé à des mesures pour faciliter l'écoulement de ce produit par des opérations de vente initiée par Sarpa et Onilev pour prévenir la pénurie

Les pommes de terre seront disponibles à l'achat via divers canaux, y compris les réseaux d'offices publics, les établissements économiques étatiques et les grandes surfaces.

Pour augmenter la portée, des points de vente supplémentaires ont été instaurés par les collectivités locales dans différentes wilayas du pays.

C'est dans cette optique et pour réguler d'une manière définitive le prix de la pomme sur le marché national, il a été donné, accès direct et libre des agriculteurs et producteurs de cette filière, pour vendre, à travers 144 marchés de gros relevant de la Société publique Magros et même dans les grandes surfaces commerciales.

De même que pour s'assurer d'un flux continue, il a été procédé au recensement des chambres froides et des espaces de stockage de la pomme et à la détermination des quantités stockées, déclarées et non déclarées, en vue d'affronter la spéculation. Cette initiative a été prise conjointement par les ministres de l'Agriculture et du Développement rural, et celui du Commerce et de la Promotion des exportations respectivement, Youcef Cherfa et Tayeb Zitouni. Parallèlement à ces mesures, des contrôles inopinés seront effectués au niveau des marchés de gros dans les wilayas concernées.

MOSTAGANEM

Ouverture de la 3e édition du Salon international de l'agriculture

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a présidé, hier à Mostaganem, la cérémonie d'ouverture de la 3e édition du Salon international d'agriculture, qui enregistre la participation de 300 exposants algériens et étrangers. Le ministre a souligné, dans son allocution à l'ouverture de cette manifestation économique, «l'intérêt qu'accorde le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au secteur de l'agriculture, en tant que priorité, en raison de son importance stratégique et économique». Cherfa a rappelé «les engagements du président de la République pour le développement du secteur agricole et la garantie de l'autosuffisance, notamment en ce qui concerne les filières stratégiques comme les céréales, les légumes secs et les huiles, dans les prochaines années». Le ministre a visité les stands de l'exposition de ce salon de quatre jours, qui se tient au jardin de Mostaland à Mostaganem, sous le slogan : «La technologie agricole et les changements climatiques» et qui aborde, selon les organisateurs, les changements climatiques auxquels est confronté le monde agricole, notamment la sécheresse et le réchauffement climatique. Le Salon international de l'agriculture de Mostaganem est considéré, selon la Chambre nationale de l'agriculture, organisatrice de l'évènement, comme une plateforme stratégique pour les acteurs du secteur agricole afin de trouver des solutions efficaces et durables. Cette plateforme vise à former et à sensibiliser les acteurs du secteur agricole, en plus de réunir des représentants de startups et d'établissements académiques, des fabricants d'équipements d'irrigation et des agriculteurs, en leur offrant un espace favorable pour tisser des relations de partenariat et échanger les expériences, dans le but de développer le secteur en Algérie et renforcer ses capacités. Des fabricants et des vendeurs d'engins agricoles, de produits végétaux, de fertilisants, de semences, d'équipements d'irrigation, d'élevage, d'emballage et de stockage, participent à cette 3e édition du Salon international de l'agriculture de Mostaganem.

R E.

IRRIGATION AGRICOLE

Seulement 18 % des eaux usées épurées sont réutilisées !

Par Mourad A.

Le recours aux eaux usées épurées émerge comme une solution incontournable face à la raréfaction des ressources en eau, exacerbée par les effets du changement climatique en Algérie. La disponibilité de l'eau dans le pays, déjà limitée, a été gravement impactée par des variations climatiques de plus en plus marquées, rendant nécessaire l'exploration de sources alternatives pour pallier le déficit hydrique. Parmi ces alternatives, le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées épurées figurent en première ligne pour répondre aux besoins croissants, notamment dans le secteur de l'agriculture, a indiqué Salah Lehlah, inspecteur général à l'Office national d'assainissement (ONA).

Invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, Salah Lehlah a souligné que les stations d'épuration en Algérie jouent un rôle crucial dans cette dynamique. « Nous disposons de 230 stations d'épuration en activité, capables de traiter plus d'un milliard de mètres cubes d'eau chaque année. Cependant, seule une petite fraction de cette eau traitée, environ 97 millions de mètres cubes, soit 18 %, est actuellement réutilisée pour l'irrigation, limitant ainsi le potentiel de cette ressource pourtant disponible en grande quantité », a-t-il expliqué.

Pour inverser cette tendance, l'inspecteur met en avant les initiatives ambitieuses mises en place par l'État : « Nous avons signé une convention visant à fournir de l'eau épurée pour irriguer des cultures stratégiques telles que les céréales, les légumes secs et les graines oléagineuses. Ce projet est lancé à travers des fermes-pilotes couvrant actuellement 66 000 hectares. L'objectif est d'étendre cette superficie à un million d'hectares, ce qui constitue un pas décisif vers une agriculture plus durable et résiliente face aux défis climatiques. »

L'inspecteur a également évoqué la nécessité d'introduire des traitements tertiaires dans les stations d'épuration, soulignant l'impératif de leur mise en place pour rendre cette réutilisation plus efficace et étendue. « Ces traitements avancés permettraient de rendre l'eau épurée adaptée à une irrigation moins restrictive, ouvrant ainsi la voie à une plus grande diversité de cultures pouvant bénéficier de cette ressource », a-t-il précisé. Il a ajouté que cette expansion des traitements et de la réutilisation des eaux usées nécessiterait un investissement majeur : « Un budget de 155 milliards de dinars a été alloué pour la réhabilitation des infrastructures existantes et la modernisation des stations d'épuration. Cette initiative comprend l'ajout de traitements tertiaires, ce qui permettra d'augmenter considérablement le volume d'eau réutilisable, non seulement pour l'agriculture, mais également pour d'autres secteurs comme l'industrie. »

Salah Lehlah a insisté sur l'importance de l'utilisation industrielle de l'eau épurée dans la gestion des ressources en eau. « Certaines industries, comme la sidérurgie, consomment d'importantes quantités d'eau, souvent potable. Dans ce contexte, un programme est actuellement en cours pour raccorder ces industries aux stations d'épuration, afin de réduire leur dépendance à l'eau potable et optimiser ainsi l'utilisation des ressources en eau disponibles », explique-t-il.

Il ajoute que cette démarche contribue non seulement à la préservation de l'eau potable, mais aussi à une gestion plus efficace des ressources en eau dans tout le pays : « En réorientant les besoins industriels vers l'eau épurée, nous participons activement à une meilleure gestion globale de l'eau, tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles. »

Par ailleurs, M. Lehlah a précisé que la question de la valorisation de l'eau épurée pourrait évoluer, car cette ressource est actuellement cédée gratuitement. « À l'avenir, une tarification pourrait être mise en place afin d'encourager une utilisation plus rationnelle, éviter le gaspillage et mieux valoriser cette ressource précieuse », a-t-il expliqué.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 74 dollars

Les cours du pétrole faiblissent lundi, les investisseurs étant déçus par le plan de relance de Pékin dans l'attente de la publication cette semaines des rapports mensuels de l'Opep et de l'AIE sur la production. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, perdait 1,22% à 74,13 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, chute de 1,44%, à 69,37 dollars. "Les mesures de relance budgétaire annoncée par la Chine vendredi n'ont pas ravivé l'appétit des investisseurs pour le pétrole brut", explique un analyste. La Chine, premier importateur de pétrole mondial, est déjà aux prises avec une relance post-Covid laborieuse, lestée par une consommation atone et une sévère crise de l'immobilier, et le ralentissement de son activité économique plombe les cours du pétrole depuis plusieurs mois. "Les grandes banques revoient leurs prévisions de croissance à la baisse" pour le géant asiatique, précise l'analyste. Les cours du brut calent aussi car "cette semaine, tous les principaux prévisionnistes publieront leurs rapports mensuels sur le pétrole", rappellent les analystes, expliquant un mouvement limité sur les marchés. L'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) publiera son rapport mardi, celui de l'Agence américaine d'information sur l'énergie paraîtra mercredi, et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiera le sien jeudi.

SON PRIX A CHUTÉ DE 0,5% À 2 669,22 $ L'ONCE

L'or prolonge sa baisse

Le prix de l'or a baissé pour la deuxième fois consécutive lundi, alors que les investisseurs se préparent à recevoir les données économiques américaines et les commentaires des responsables de la Réserve fédérale cette semaine pour plus de clarté sur l'orientation future des taux d'intérêt américains.
L'or au comptant a chuté de 0,5% à 2 669,22 $ l'once, à 0306 GMT. Les contrats à terme sur l'or américain ont chuté de 0,7 % à 2 675,90 $.
"Les prix de l'or étaient auparavant considérés comme une couverture contre les risques politiques américains, et une conclusion plus rapide que prévu des élections pourrait être un déclencheur pour un certain débouclage à court terme, avec le dollar américain plus ferme, a déclaré Yeap Jun Rong, stratège de marché chez IG. Vendredi, les prix de l'or au comptant ont enregistré leur pire semaine en plus de cinq mois, la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle ayant fait naître la perspective d'une hausse des droits de douane qui pourrait maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE

Les réalisations de l'Algérie mises en avant à Shanghai

La présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rabéa Kharfi, a pris part aux travaux de l'Assemblée générale de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), tenus à Shanghai (Chine), où elle avait mis en exergue les réalisations de l'Algérie sur les plans socioéconomiques, se félicitant du progrès enregistré par le pays dans les domaines de l'habitat, de l'enseignement et de la santé, a indiqué le Conseil dans un communiqué.

A cette occasion, Mme Kharfi a souligné l'importance du renforcement des contacts entre l'Association et ses membres en vue de développer l'échange d'expertises et des bonnes pratiques, ajoute la même source, relevant que cette session a vu la présentation, le débat et l'adoption du rapport annuel et du rapport financier de l'Association, outre l'examen de la coopération entre l'Association et l'Organisation internationale du travail (OIT) et la coopération avec le Conseil économique et social des Nations-unies.

Au terme de la session qui s'est tenue mercredi dernier, une étude a été présentée sur les indicateurs du développement durable du dialogue social, afin de développer un indicateur de développement durable pour les conseils membres. L'étude s'est appuyée sur une approche globale comprenant les dimensions économiques, environnementales, sociales et financières, pour une compréhension complète et intégrée du développement économique durable.

Lors de cette rencontre, Mme Kharfi a présenté la vision de l'Algérie, appelant «à une réforme du système financier mondial conforme aux spécificités des pays du Sud», soulignant que l'Algérie aspire à un système plus inclusif et transparent, pour être un véritable moteur de développement socioéconomique durable.
Après avoir souligné la nécessité de renforcer l'autonomie économique de l'Afrique et de réduire sa dépendance excessive aux importations, Mme Kharfi a plaidé pour «une action mondiale fondée sur le principe +des responsabilités communes mais différenciées+», insistant sur «l'impératif de fournir le financement adéquat à l'Afrique pour s'adapter aux changements climatiques, et de respecter les engagements des pays développés envers le Fonds vert pour le climat (FVC)».

LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE

L'Algérie reçoit le Prix de la conformité de la CGPM

L'Algérie a reçu le Prix de la conformité de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en raison des progrès réalisés dans le domaine de la lutte contre la pêche maritime illicite, a indiqué un communiqué de cette organisation. Ce prix a été attribué à l'Algérie lors de la clôture de la 47eme session annuelle de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), qui s'est tenue à Rome (Italie) du 4 au 8 novembre courant, avec la participation de 20 pays et de l'Union européenne (UE), dont les travaux se sont focalisés sur l'amélioration de la durabilité des pêches et de l'aquaculture. L'Algérie a été récompensée par ce Prix aux côtés de l'Union européenne et de cinq autres pays, pour avoir procédé à la révision de sa législation nationale pour cibler la pêche illicite non déclarée et non réglementée ainsi que pour la mise en œuvre du plan d'action régional pour lutter contre ce phénomène. Concernant les résultats de cette session annuelle, le même communiqué a fait état de l'adoption de 17 décisions cruciales, dont 12 recommandations contraignantes émises dans le but de façonner l'avenir des secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans la région méditerranéenne sur la voie de la durabilité, de créer de nouvelles zones de pêche protégée et un réseau chargé de surveiller les maladies aquatiques pour réduire autant que possible les risques induits par le commerce.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Novembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	196	216	175	الطماطم		
	Oignon sec	51	58	43	البصل الجاف		
	Ail sec	426	490	362	الثوم الجاف		
	Carotte	81	91	72	الجزر		
	Navet	92	103	82	لفت		
	Poivron	129	146	112	الفلفل الاخضر		
	Piment	144	164	124	الفلفل الحار		
	Courgette	130	144	117	الكوسة		
	Haricot vert	171	189	153	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	113	127	99	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	346	452	240	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	488	618	357	التمر		
	Raisin	212	252	172	العنب		
	Grenade	139	171	107	الرمان		
	Banane	407	422	392	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1798	1947	1648	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	433	446	421	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	0,00	-0,85	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,02	-0,58	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2240,00	-0,44	-1,60	-2,07	11,78	5,58	1933	4 329 920,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,95	-5,48	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-14,94	2,03	-	1250	506 250,00

CROISSANCE, DIVERSIFICATION ET STABILITÉ

L'économie nationale sur une bonne dynamique

Le dernier rapport du FMI place l'Algérie dans une zone de croissance positive, marquée par une amélioration globale des indicateurs macroéconomiques. Cette dynamique économique, comme l'a souligné l'expert en économie Ahmed Hidouci, met en évidence la capacité du pays à diversifier son économie et à assurer une stabilité durable. Le gouvernement poursuit ainsi ses réformes pour promouvoir une croissance inclusive, maîtriser l'inflation et attirer les investissements étrangers.

Par Mourad A.

Avec un taux de croissance estimé à 3,8 % en 2024, le PIB de l'Algérie pourrait atteindre 260 milliards de dollars, renforçant sa position régionale. Lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Ahmed Hidouci a indiqué que cette dynamique est soutenue par des initiatives de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI), qui encourage les projets hors hydrocarbures. Selon lui, les autorités instaurent un cadre favorable aux investisseurs, estimant que la diversification est essentielle pour une stabilité économique à long terme.Concernant l'inflation, l'expert souligne que sa maîtrise reste prioritaire, avec une baisse actuelle autour de 6,9 % pour les produits de base. Hidouci précise que cette tendance est soutenue par une régulation des prix et une gestion prudente des réserves monétaires, des efforts qui renforcent le pouvoir d'achat et la confiance des consommateurs.La balance commerciale de l'Algérie montre aussi des signes d'amélioration. Bien qu'en légère baisse en 2023, le FMI anticipe un équilibre entre exportations et importations d'ici 2025, grâce à la diversification des exportations hors hydrocarbures et au soutien aux industries locales.

Les réserves de change : une sécurité économique

En matière de réserves de change, Hidouci affirme que les 70 milliards de dollars disponibles assurent au pays une sécurité économique et alimentaire. Ces réserves permettent de gérer les fluctuations des marchés internationaux tout en soutenant les projets de développement.L'expert ajoute que la stabilité politique et économique de l'Algérie renforce son attractivité pour les investisseurs étrangers. Grâce aux réformes, comme la plateforme "Real Business" qui favorise la transparence, l'Algérie aspire à se hisser parmi les meilleurs pays en matière de facilité des affaires, en se concentrant sur des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'industrie et les énergies renouvelables.Pour Hidouci, les améliorations économiques doivent se refléter dans la vie quotidienne des citoyens. Il précise que des projets de développement local sont en cours pour faire des collectivités des moteurs de croissance, créant ainsi des emplois, améliorant l'accès aux services publics et renforçant les infrastructures.

Les performances économiques de l'Algérie et ses efforts de diversification confirment un potentiel de croissance important, bien que des défis subsistent. La stabilité politique et les réformes ciblées devraient consolider la résilience de l'économie algérienne et offrir un avenir économique prometteur pour la population et la place de l'Algérie dans la région.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal se lance dans la production de la matière première

Par Sirine R.

Le groupe pharmaceutique public «Saïdal» a tracé une ambitieuse stratégie pour l'augmentation de la production nationale, avec l'objectif de garantir la sécurité sanitaire de l'Algérie d'ici les cinq prochaines années. En effet, de nombreux projets sont en cours de réalisations pour la production de nouveaux médicaments et notamment de la matière première.

Lors de son intervention sur la radio nationale, Wassim Kouidri, Pdg de Saidal, a révélé le lancement de «neuf nouveaux projets destinés à couvrir les besoins des citoyens à 100%, en particulier dans la production de matières premières pour l'industrie pharmaceutique, qui est l'une des industries les plus complexes au monde en matière de fabrication de médicaments».

Il a précisé qu'«actuellement, deux projets sont en cours dans la wilaya de Batna, le premier visant à produire la matière première pour les médicaments contre le diabète, tandis que le second concerne la production des matières premières pour le paracétamol et l'aspirine».

En plus de ces deux projets, l'intervenant a ajouté que «nous travaillons également sur le lancement d'un projet de production de matières premières pour les médicaments anticancéreux dans la wilaya de Sétif, ainsi que sur la rénovation d'une unité de production dans l'usine de Médéa, afin de produire les matières premières pour les antibiotiques», soulignant que l'objectif du groupe est de «commercialiser les deux tiers de sa production à l'export».

Sur ce point, il a révélé qu'il existe des demandes d'importation en provenance d'Inde et d'Europe pour la matière première destinée à la production des antibiotiques, qui sera produite à Médéa .

Concernant la thérapie cellulaire, que les spécialistes considèrent comme une avancée majeure qui pourrait réduire de 60% les traitements médicamenteux classiques dans les 10 prochaines années, Guedri a déclaré : «Nous travaillons actuellement sur la création d'un laboratoire scientifique dédié à la thérapie cellulaire, connue sous le nom de médecine ciblée, ainsi que sur la construction d'un hôpital spécialisé dans ce type de traitement, qui permettra de traiter les brûlures, le vitiligo et d'autres maladies». Le PDG a également évoqué «le lancement d'un second projet lié aux cancers résistants», après une rencontre importante entre les responsables du groupe Saïdal et leurs homologues de l'institution suédoise Karolinska, lors de laquelle un partenariat a été convenu pour traiter ces maladies.

En conclusion, Guedri a mentionné «l'exportation des médicaments Saïdal vers plusieurs pays africains», en insistant sur la qualité et les prix compétitifs des médicaments produits par le groupe, leader dans l'industrie pharmaceutique.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET COMMERCE ILLICITE TRANSFRONTALIER

Traitement de 92 affaires par les Douanes

Les services des Douanes ont enregistré, du 1er au 7 novembre, 92 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce illicite transfrontalier, impliquant 121 contrevenants, indique lundi un communiqué de la Direction générale des Douanes.

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le commerce illicite transfrontalier, les brigades opérationnelles des Douanes, activant sur l'ensemble du territoire douanier, y compris les postes frontaliers, maritimes et aériens, en étroite coordination avec les différents corps de sécurité, ont réalisé une importante saisie, durant la période du 1er au 7 octobre 2024", lit-on dans le communiqué. Le bilan fait ressortir la saisie de 432 kg de kif traité, 105.260 unités de comprimés psychotropes, 27.928 litres d'huile de table, 8.000 euros, 3.000 litres de carburant et 1.830 cartouches de cigarettes. Il s'agit également de la saisie de téléphones portables et leurs accessoires, oiseaux, produits cosmétiques, produits pharmaceutiques, équipements sensibles, produits électroménagers, produits alimentaires, fruits et légumes, légumineuses, boissons alcooliques, ustensiles de cuisine, vêtements et chaussures neuves et d'occasion, tissus, munitions de chasse, matériaux de constructions, vélos, véhicules, pièces de rechange, matériel de prospection minière et autres. Le nombre des contrevenants impliqués dans ces affaires s'élève à 121 dont 16 de nationalité étrangère, tandis que le nombre des moyens de transport utilisés dans la contrebande est estimé à 27 véhicules, en sus de conteneurs. Des infractions ont également été constatées au niveau des centres d'inspection des colis postaux et des services en charge de l'inspection des voyageurs à travers les points de passage terrestres, les aéroports et les ports, a ajouté le communiqué, soulignant que le montant total des amendes infligées s'élevait à plus de deux (2) milliards de DA.

R E.

COMMERCE

Le ministre rassure les importateurs et les transformateurs de café

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a tenu une rencontre de concertation et d'évaluation avec les acteurs de la filière café, au cours de laquelle il a rassuré les importateurs et les transformateurs de café que les compensations leur seront versées selon les délais convenus, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre tenue dimanche au siège du ministère et qui a porté sur les nouvelles mesures prises en vue de garantir l'approvisionnement du marché national en café, aux prix fixés, les participants ont fait part de leur "plein" engagement pour un approvisionnement régulier du marché, à travers l'importation du café en quantités suffisantes, ce qui permettra de remédier à toutes fluctuations dans la disponibilité de cette matière destinée à la consommation, selon le communiqué.

Le ministre a, par ailleurs, souligné l'impératif de prendre "toutes les mesures" pour assurer la disponibilité des marchandises et des produits de consommation en prévision du mois de Ramadhan, appelant les opérateurs économiques et les commerçants à coordonner et à intensifier leurs efforts, à contribuer à la régulation du marché et à lutter contre les pratiques illicites. Cette rencontre qui s'inscrit dans la série de rencontres de concertation organisées par le secteur avec les partenaires et les professionnels, a vu la participation du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), et du Secrétaire général (SG) de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, conclut le communiqué du ministère du commerce.

CIMENT

Le ministre de l'industrie effectue une visite au groupe GICA

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a effectué, hier, une visite d'inspection au siège du groupe GICA, où il a été accueilli par le PDG du groupe, Rabah Kassoum, accompagné des cadres de la société, indique le ministère dans un communiqué.

Le groupe GICA, spécialisé dans la production de ciment, comprend 21 filiales dédiées à la fabrication de ciment, de gravier, de béton prêt à l'emploi, de marbre et de matériaux de construction, ainsi qu'à la maintenance et au montage industriel.

Parmi les réalisations majeures du groupe, figure la fabrication d'une chargeuse de navires, ou «shiploader», avec un taux d'intégration nationale atteignant 95 %, une première en son genre en Algérie. Par ailleurs, cinq silos de stockage de céréales ont été construits dans quatre wilayas, et le groupe participe actuellement à un appel d'offres pour la réalisation de deux silos supplémentaires dans les wilayas de Jijel et Mila.

Lors de sa rencontre avec les cadres du groupe GICA, le ministre a salué les efforts accomplis par l'ensemble du personnel et a donné des directives visant à renforcer la coordination entre toutes les entités affiliées au groupe. Il a également souligné, ajoute la même source, qu'il suit de près les évolutions au sein des différentes filiales, insistant sur l'importance de maintenir les efforts pour atteindre les objectifs fixés par le Président de la République.

R E.

MÉDÉA

Trois points de vente directe de la pomme de terre ouverts prochainement

Trois points de vente directe de la pomme de terre déstockées seront ouverts prochainement dans la commune de Médéa, a rapporté un communiqué de la direction du commerce et de la promotion des exportations.
Le prix de vente directe de la pomme de terre au consommateur est fixé à 70 DA/kg à travers les trois points de vente qui seront mis en place dans le cadre de la régulation des produits agricoles, est-il précisé.
Le but de l'opération est de protéger le consommateur et d'assurer la disponibilité de ce produit agricole très prisé, a-t-on ajouté, précisant que des points de vente similaires seront également ouverts dans d'autres communes.
A noter, la pomme de terre est cédé actuellement à 110 DA/Kg sur les marchés de la wilaya.
Le communiqué de la direction du commerce fait état, en outre, du renforcement de l'inspection au niveau des 75 chambres froides de stockage de pommes de terre dans la wilaya.
Des brigades de contrôles composées de représentants des secteurs du commerce et de l'agriculture seront mobilisées pour cette opération, a conclu le communiqué de la direction du commerce et de la promotion des exportations.

PROMOTION DE L'ARTISANAT À TEBESSA

Onze locaux et dix aides financières attribues

Vingt-quatre artisans ont bénéficié dans la wilaya de Tébessa d'aides financières et de locaux pour exercer leurs activités professionnelles et obtenu des attestations de qualification à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artisan.

Onze décisions d'attribution de locaux commerciaux au sein de la maison de l'artisanat et des métiers de la commune de Chréa, récemment inaugurée, dix décisions d'attribution d'aides financières et trois attestations de qualification professionnelle ont été remises aux artisans, lors d'une cérémonie présidée par le secrétaire général de la wilaya, Ahcene Medouri.
Dans une déclaration à la presse, Medouri a indiqué que cette opération vise à encourager les artisans à promouvoir leurs activités, qui représentent un pan de l'identité nationale, affirmant que les autorités locales tiennent à les encadrer et les accompagner. Il a également mis l'accent sur le développement et la promotion des métiers manuels de sorte à générer davantage d'emplois et contribuer à dynamiser le tourisme culturel, préconisant la création de micro-entreprises.
Une attention particulière est portée aux métiers ancestraux menacés de disparition, avec la mise en place d'actions concrètes pour leur sauvegarde : promotion renforcée et développement de circuits de commercialisation locale, notamment à travers l'organisation régulière d'événements culturels, touristiques et commerciaux. Dans cette optique, l'accent a également été mis sur la formation et la réhabilitation des savoir-faire, en phase avec les exigences actuelles du marché.
L'objectif est d'encourager les artisans à se lancer dans l'entrepreneuriat en créant leurs propres entreprises, génératrices d'emplois et de développement économique local, avec le soutien des organismes d'aide à l'emploi. L'occasion a donné lieu à l'organisation, à proximité du site du mur byzantin, d'un Salon régional de l'artisanat, avec la participation de créateurs issus de treize wilayas du pays. Lors de cette manifestation d'une semaine, divers produits, dont des gâteaux, des poteries, des savons, des costumes traditionnels pour femmes et hommes et des objets décoratifs sont exposés. Les expositions ont mis en lumière le riche patrimoine culturel et historique de la région, en conjuguant habilement tradition et modernité.

TLEMCEN

Une récolte de plus de 317 000 quintaux d'olives attendue

Une récolte estimée à 317.600 quintaux d'olives est attendue à Tlemcen, à l'issue de la campagne de cueillette de ce fruit rustique, a-t-on appris, de la direction locale des Services agricoles (DSA).
La campagne, entamée à la fin du mois d'octobre dernier, cible une superficie totale de 15.800 hectares, avec un rendement prévisionnel moyen de 20 quintaux à l'hectare, a précisé le chef du bureau Organisation de la production agricole et de l'appui technique à la DSA, Kamel Othmani.
Le même responsable a indiqué que la campagne a touché, à ce jour, 970 hectares ayant donné lieu à la récolte de 138.000 quintaux, dont 55.200 quintaux du volume engrangé seront réservés à la consommation (olive de table) et 82.800 seront orientés vers les 31 huileries pour être transformés en huile d'olive et vers les 19 unités de conservation dont dispose la wilaya. M. Othmani a mis en relief le développement de l'oléiculture dans la wilaya de Tlemcen, du fait de l'adhésion des agriculteurs à cette filière, de l'indemnisation des arbres non productifs, de l'utilisation de la technique d'irrigation du goutte-à goutte, ainsi que des programmes du ministère de tutelle visant le développement de la filière.
La campagne de cueillette des olives dans la wilaya de Tlemcen a été précédée par des journées de sensibilisation, notamment via des émissions radiophoniques des professionnels de la filière à l'importance de la protection des oliviers, en veillant particulièrement à ne pas abimer les branches et à respecter les dates de cueillette du fruit.

TISSEMSILT

L'opération d'installation de détecteurs du monoxyde de carbone a dépassé les 85 %

Le taux de concrétisation de l'opération d'installation de détecteurs du monoxyde de carbone dans les foyers a atteint à Tissemsilt plus de 85 % , a-t-on appris auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de la wilaya.
La chargée d'information et de communication de cette direction, Samia Saad, a souligné que plus de 70.490 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés gratuitement au niveau des foyers des clients de Sonelgaz dans la wilaya, et ce depuis le début de l'opération, entamée l'année dernière, sachant que celle-ci se poursuit pour toucher l'ensemble des clients. La société Sonelgaz a également lancé, en parallèle à l'installation de ces détecteurs, une campagne de sensibilisation sur les risques de la mauvaise utilisation du gaz naturel, dans les 22 communes de la wilaya, notamment au niveau des établissements scolaires et des mosquées, avec la participation de plusieurs secteurs, dont le commerce, la Protection civile et les services de la Sûreté. Cette campagne vise à faire connaitre aux utilisateurs du gaz naturel les différents risques, en particulier celui du monoxyde de carbone, qui cause des asphyxies, exhortant les citoyens à prendre toutes leurs précautions pour assurer leur sécurité, lors de l'utilisation de cette source d'énergie et les informer sur les bonnes pratiques et une utilisation sécurisée, a ajouté Mme Saad. Les services de la Protection civile de la wilaya de Tissemsilt ont enregistré trois décès, suite à des asphyxies au monoxyde de carbone, et ont secouru 32 autres dans différentes régions de la wilaya, durant la période allant du 1er janvier 2024 au 4 novembre en cours. Selon la même source, les cas d'asphyxie ont été causés par le gaz de ville et le gaz butane, en raison des conduits d'évacuation des gaz brûlés bloqués dans des espaces fermés et semi-fermés. La plupart des cas secourus, lors des interventions des services de la Protection civile, durant la même période, concernent des femmes et des enfants, soit 28 cas.
Cette instance a lancé une campagne de sensibilisation contre les risques de la mauvaise utilisation du gaz naturel et du gaz butane, avec la participation de plusieurs secteurs, souligne-t-on.

PROMOTION DES ACTIVITÉS SPORTIVES À CONSTANTINE

Des nouvelles infrastructures voient le jour

La commune de Constantine a récemment renforcé son secteur de la jeunesse et des sports avec l'inauguration de plusieurs projets, en réponse aux besoins croissants des jeunes et dans le cadre des célébrations du 70ème anniversaire du déclenchement de la Révolution.
Ces initiatives visent à dynamiser le mouvement sportif et à encourager la pratique des activités physiques parmi toutes les catégories de la population.
Parmi les réalisations notables, la nouvelle Maison de la jeunesse inaugurée dans le quartier de Sidi M'cid, portant le nom du chahid Benjeddou Boussaâdia, offre une capacité d'accueil de 80 lits.
Ce complexe de deux étages comprend une salle d'honneur, une piscine, un espace familial, ainsi qu'une cuisine. De plus, des travaux de rénovation ont été lancés pour l'ancienne structure du complexe sportif, qui abrite la piscine olympique de Sidi M'cid, avec un coût d'achèvement et d'équipement s'élevant à 10,6 milliards de centimes. Ce lieu sera un point de rencontre pour les jeunes et un centre pour les équipes sportives dans le cadre d'échanges nationaux et internationaux.
La commune a également inauguré une autre Maison de la jeunesse dans la cité de Boussouf, dédiée au moudjahid décédé Kamel Dilmi, qui peut accueillir 78 jeunes. Ce centre est équipé d'un restaurant, d'un club, et de deux jardins, offrant un cadre idéal pour diverses activités en plein air. Ces infrastructures visent à fournir des services non seulement aux jeunes de la wilaya, mais aussi à ceux venant d'autres régions ou même de l'étranger. En outre, la commune de Constantine a bénéficié de la construction de 18 terrains de sport de proximité dans différents quartiers de la ville, financés par le fonds local pour la promotion des initiatives de la jeunesse. Un programme prévoit également la création de seize autres terrains, soutenus par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.
Par ailleurs, un projet d'équipement de cinq terrains, adjacents au stade chahid Hamlaoui, avec un éclairage nocturne, a été lancé pour permettre aux équipes de Constantine de s'entraîner, avec un budget avoisinant les quatre milliards, en plus des travaux d'aménagement extérieur d'une valeur de 18 milliards. Ces initiatives témoignent de l'engagement de la commune de Constantine à promouvoir le sport et à offrir aux jeunes des espaces adaptés pour s'épanouir et développer leurs talents.

Que s'est-il passé à Kazan lors du 16e sommet des BRICS ?

Le 16ème sommet des BRICS qui s'est achevé le jeudi 24 octobre à Kazan a été l'occasion de prises de décisions tant économiques que politiques importantes. Ce 16ème sommet des BRICS a donc confirmé l'importance prise, et cela depuis plusieurs années, par cette organisation qui arrive désormais dans une phase de maturité. Sa capacité à fonder des institutions capables de concurrencer celles établies par les puissances occidentales et plus généralement les défis qu'elles lancent à la gouvernance économique (mais aussi politique) occidentale se doivent d'être remarqués[1].

1ere partie

Par Jacques Sapir (*)

La présence de nombreux chefs d'États, outre ceux des pays membres, de délégations étrangères au niveau ministériel, et celle du secrétaire général des Nations-Unies, M. Antoñio Gutterez, témoigne de l'intérêt international que les BRICS suscitent. Ils sont devenus à l'évidence un des acteurs majeurs de la nouvelle multipolarité du monde, que ce soit dans le domaine du commerce international et de l'économie, ou dans celui des relations politiques. Il faut alors revenir sur ce qu'est cette organisation, sur son importance pour la Russie (mais aussi pour la Chine et l'Inde), pour comprendre pourquoi ce 16ème sommet était aussi important et pourquoi a-t-il abouti à des résultats d'une telle importance.

A. L'importance des BRICS et le poids de la Russie

L'émergence des BRIC[2], puis des BRICS et enfin des BRICS+ a été très probablement l'événement le plus important de ces vingt dernières années[3]. L'acronyme BRIC — Brésil, Russie, Inde, Chine — a été introduit dans notre langage populaire par Jim O'Neill, économiste chez Goldman Sachs il y a plus de vingt ans[4]. Ce groupe de pays a été rejoint en 2011 par l'Afrique du Sud. Avec cet ajout, les pays BRICS représentaient 26 % de la masse continentale mondiale et un total du PIB mondial (en PPA) passant de 25,6 % en 2009 à 33,7 % fin 2024. L'affirmation que les BRICS représentent les intérêts de la « majorité mondiale » y a gagné en crédibilité[5].

Les BRICS au-dessus du G7 ?

Le premier sommet des BRICS s'est tenu en 2009 à Ekaterinbourg. Le fait que l'on soit désormais au 16èmesommet dément toute les analyses qui considéraient que ce groupe de pays n'était qu'une alliance de circonstance, minée par des contradictions internes. L'adhésion de 4 nouveaux pays en 2023, et les probables adhésions dans les prochaines années, montrent le dynamisme et le pouvoir d'attraction de cette organisation[6].

D'autre pays, comme l'Indonésie ou la Malaisie (un gros producteur de microprocesseurs) pourraient rejoindre ce groupe dans les prochaines années. Le Premier ministre Datuk Seri Anwar Ibrahim a exprimé publiquement son souhait de voir la Malaisie rejoindre le club. L'Inde fait partie des BRICS. Or, l'élévation des liens entre l'Inde et la Malaisie, d'un simple partenariat stratégique renforcé (ESP) à un partenariat stratégique global (CSP), constitue une amélioration significative des relations entre les deux pays et plaide pour une adhésion au BRICS. Les deux pays amélioreront leurs relations bilatérales. De même, l'amélioration des relations avec la Chine plaide aussi en ce sens.

Alors que la gouvernance économique mondiale devient de plus en plus complexe, la nécessité d'une meilleure coordination entre les BRICS, le G20 et le G7 devient elle aussi de plus en plus évidente. Cinq membres des BRICS – le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud – font déjà partie du G20, et l'Arabie saoudite pourrait rejoindre les BRICS. Si l'Arabie saoudite confirme son adhésion, près d'un tiers du G20 sera composé de membres des BRICS. Dans le même temps, le G7, composé du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union européenne, représente 35 % du G20.

Chaque groupe joue un rôle central dans la gouvernance économique mondiale. En représentant des économies émergentes influentes, les BRICS offrent une plateforme aux pays souvent sous-représentés dans les forums mondiaux. De plus, au travers de la Nouvelle Banque de Développement, les pays des BRICS se sont dotés d'un instrument important pour les investissements, mais aussi pour la stabilité financière des pays de l'organisation et de nombreux pays sympathisants.

Les pays BRICS représentaient 26 % de la masse continentale mondiale et un total du PIB mondial (en Parité de Pouvoir d'Achat[7]) passant de 25,6 % en 2009 à 32,2 % fin 2023. L'affirmation que les BRICS représentent les intérêts de la « majorité mondiale » y a gagné en crédibilité[8].

On constate que le poids économique des BRICS a donc dépassé celui du G7 en 2020. Si la part du G7 dans le PIB mondial représentait 46,8%, elle est tombée à 29,08% en 2024. Inversement, alors que les pays des BRICS représentaient 15,9% du PIB mondial en 1992, aujourd'hui leur part est de 33,7%.

2. Une modification substantielle du poids de la Russie

Dans le même temps, après avoir connu la grande dépression des années 1990, la Russie s'est progressivement imposée comme une puissance économique à l'échelle européenne.

Après avoir connu une chute spectaculaire dans les années 1990, la Russie a stabilisée sa situation. Parmi les pays européens, elle a dépassé la part de la France et du Royaume-Uni dès 2003, et dépassé l'Allemagne en 2020.

Or, trop souvent, c'est l'image de la Russie des années 1990 que l'on garde à l'esprit. Pourtant, la croissance économique que le pays a connue, et qui n'a pas été altérée par les sanctions occidentales prises depuis la guerre en Ukraine a été spectaculaire et a modifié la donne, du moins pour ce qui est de l'économie, sur le continent européen.

La place de la Russie dans les exportations mondiales de certains produits.

En 2019, le pays était le 2e producteur mondial de platine[9], de cobalt et de vanadium, 3e producteur mondial d'or mais aussi de nickel 4e producteur mondial d'argent mais aussi de phosphates, le 5ème producteur de minerai de fer et le 6ème d'uranium et de plomb. La principale production de l'agriculture russe est les céréales. La Russie est ainsi le premier exportateur mondial de blé[10] et le plus grand producteur d'orge, de sarrasin, d'avoine et de seigle ainsi que le deuxième producteur de graines de tournesol. Naturellement la Russie est le 1erexportateur de gaz (et détient les réserves les plus importantes au monde) et le 2ème exportateur de pétrole.

(A suivre)

Notes

(*) Directeur d'études à l'EHESS ; Enseignant à l'EGE-Paris et Directeur du CEMI-CR451 - Source : Les Crises

[1] Voir Sapir J., La Fin de l'Ordre Occidental ?, Paris, Ed. Perspectives Libres, Octobre 2024.
[2] Vercueil J., Les pays émergents. Brésil-Russie- Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis, éditions Bréal, Paris, 2010.
[3] Cochrane et Zaidan E, (2024), "Shifting global dynamics: an empirical analysis of BRICS+expansion and its economic, trade, and military implications in the context of the G7" in Cogent Social Science, vol 10, n° 1, https://www.tandfonline.com/doi/citedby/10.1080/23311886.2024.2333422?scroll=top&needAccess=true
[4] O' Neill, J. (2001), Building better global economic BRICs. Global Economics Paper Series (No. 66), https://www.goldmansachs.com/insights/archive/building-better.html
[5] "BRICS expresses interests Oof global majority, says Russia presidential aide Ushakov" https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/
[6] Hancock, T., & Cohen, M. (2023). How BRICS became a club that others want to join. https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-11-03/how-brics-became-real-and-invited-saudis-iran-egypt-uae-ethiopia-argentina
[7] Kuznets S., « Modern Economic Growth: Findings and Reflections" in The American Economic Review, Vol. 63, n°3 (juin 1973), pp. 247-258. Dornbush R. Purchasing Power Parity, Cambridge, (Mass.), NBER, Working Paper n°1591, 1985. Schreyer P. et Koechlin F., Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations, Paris, OCDE, Cahiers Statistiques, mars 2002, n° 3.
[8] "BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov" https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/
[9] https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2021/mcs2021-platinum.pdf
[10] Medetski A et Durisin M, « Russia's dominance on the wheat wold keep growing", September 23rd, 2020, Bloomberg, https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-22/russia-s-dominance-of-the-wheat-world-keeps-growing#xj4y7vzkg
[11] Ou Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications
[12] https://www.bvnk.com/blog/swift-alternatives
[13] Faudot, A., "The European Payments Union (1950–58): the Post-War Episode of Keynes' Clearing Union" in Review of Political Economy, Vol.32, 2020, (3), 371–389. https://doi.org/10.1080/09538259.2020.1776959
[14] Garcia, A., & Bond, P. (2019). Amplifying the contradictions: The centrifugal BRICS. Social Register, 55, 223–246.
[15] Chakraborty, S. (2018), "Significance of BRICS: Regions powers, global governance, and the roadmap for multipolar world" in Emerging Economy Studies, 4(2), pp. 182–191.
[16] Fairfield T., (2015), "Structural Power in Comparative Political Economy: Perspectives from Policy Formulation in Latin America" in Business and Politics, Vol17, n°3, pp. 411-419. Culppeper, P. D., (2015), "Structural power and political science in the post-crisis era" in Business and politics, Vol. 17, No. 3, pp. 391-409. Hayward C., (2018), "On Structural Power", in Journal of Political Power 11(1):1-12. Godefroid, M. E., Borghoff, V., Plattfaut, R., & Niehaves, B. (2024), "Structural power imbalances in global organisations: analysing IT governance from a postcolonial perspective" In European Journal of Information Systems, 1–22, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0960085X.2024.2325358
[17] Stuenkel O. (2016), Post Western World: How Emerging Powers are Remaking Global Order, Cambridge, Polity Press.
[18] Voir Sapir J., La Fin de l'Ordre Occidental ?, op.cit..

TUNISIE – MONASTIR

Une start-up révolutionne la protection des dattes avec un géotextile économe en eau

Le propriétaire d'une start-up hébergée depuis trois ans, dans le pôle technologique de textile à Monastir a développé avec succès une forme de textile technique « géotextile » économe en eau et qui permet de protéger les dattes, selon le directeur général du pôle de développement de Monastir El-Fajjeh, Jalel Belhajj Khélifa.

Le promoteur a développé un produit qui permet de proteger les régimes de dattes contre les ravageurs et l'a testé pendant les trois dernières saisons, a-t-il dit, précisant que le produit a été plus efficace par rapport aux autres produits utilisés par les agriculteurs dans le sud du pays. Le startupeur a également mis au point un produit pour protéger la grenade et un troisième pour protéger les fruits de raisin, a-t-il ajouté, faisant remarquer que la célébration de la fête nationale de l'arbre a permis de faire connaître ce produit important, qui aide à économiser l'eau d'irrigation utilisée aussi bien pour les arbres d'ornement que pour les arbres fruitiers.

Grâce au produit utilisé dans la protection des dattes, le promoteur a obtenu un brevet d'invention de l'Institut national de la Normalisation et de la Propriété Industrielle, a-t-il noté, précisant que le promoteur a pu développer ses produits en coordination avec le Centre technique du textile et des laboratoires de recherche, et que près de 95 % des matières premières utilisées dans leur production sont d'origine locale et permettent d'économiser l'eau d'irrigation à hauteur de 75%.

Belhajj Khélifa a souligné que le startupeur a bénéficié des différents programmes mis à la disposition des jeunes promoteurs dans la pépinière du pôle technologique de Monastir, et qu'il prépare actuellement, un dossier de financement pour la réalisation de son projet.

MAURITANIE

Ouverture à Nouakchott de la 59e session ordinaire du Conseil des ministres du CILSS

Ouverture, hier à Nouakchott, de la 59ème session ordinaire du Conseil des ministres du Comité Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

Cette session, d'une journée, est consacrée à l'examen de cinq documents d'importance capitale, dont le rapport du secrétaire exécutif du CILSS, le rapport de la 31ème réunion du Comité Régional de Programmation et de Suivi et l'ensemble des projets, en vue de prendre des décisions importantes au service des populations de la région sahélienne et de l'Afrique de l'Ouest.

Ouvrant la session, le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, M. Emmemme Ould Beibata, a indiqué que cette session revêt une importance capitale, du fait qu'elle est la première rencontre après l'achèvement des réformes fondamentales entreprises pour développer l'organisation et relever les nouveaux et nombreux défis auxquels elle est confrontée.

Il a mis en exergue les efforts déployés par le secrétariat exécutif, les experts et les bureaux d'études pour traduire ces réformes en un plan stratégique et des programmes d'action ambitieux, soulignant les réalisations du CILSS dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la maîtrise de l'eau, de l'accès au marché, de la lutte contre la désertification et le changement climatique au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

''Conformément aux idéaux des pères fondateurs de l'Organisation, nous devons faire du CILSS un outil puissant au service du Sahel, du développement durable et de l'adaptation au changement climatique", a déclaré le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

M. le ministre a souligné que la Mauritanie a été l'un des initiateurs du CILS pour faire face aux crises climatiques qu'a connues la région au cours de la première décennie au lendemain des indépendances, autrement dit, l'un des fondateurs du Comité Inter-Etats de lutte contre la Sècheresse au Sahel, créé le 12 septembre 1973.

Compte tenu de l'intérêt accordé par Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à l'organisation et son à développement, mais aussi, son souci constant pour la réussite de tous ses programmes et projets pionniers, comme en témoigne l'action du gouvernement du Premier ministre, M. Mokhtar Ould Diaye en faveur de la coopération commune entre les Etats membres.

Il en est de même des organisations régionales et leur contribution significative à la création d'une dynamique qui renforce la sécurité alimentaire de nos sociétés afin d'atteindre la souveraineté alimentaire, devenue un objectif incontournable à réaliser selon le programme de Son Excellence le Président de la République ''mon ambition pour la patrie", rappelant, dans ce contexte, que la production agricole dans notre région dépend à 95% de la pluviométrie changeante en raison de l'impact des changements climatiques

''Notre région dispose d'importantes ressources en eau de surface et souterraines, mais l'exploitation de ces ressources reste faible, à hauteur de 10% seulement, tandis que les zones irriguées ne dépassent pas 15% des terres arables", a-t-il précisé.

''Face à l'irrégularité des précipitations, l'irrigation doit être développée comme alternative prometteuse pour augmenter de manière sûre et durable la production agricole et jeter les bases d'une agriculture durable et résiliente au climat, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et à la croissance économique", a-t-il affirmé.

EGYPTE

Hausse de 361% des IDE durant l'exercice 2023/2024

La majeure partie des flux d'IDE captés durant l'exercice fiscal écoulé est liée à un mégaprojet touristique et urbain lancé en février 2024 par le fonds souverain de l'émirat d'Abu Dhabi.

L'Egypte a capté 46,1 milliards $ d'investissements directs étrangers (IDE) au cours de l'exercice fiscal 2023/2024 (1er juillet-30 juin), un montant en hausse de 361% par rapport à celui enregistré durant l'exercice précédent (10 milliards $), selon des données publiées le 1er octobre par la Banque centrale égyptienne. L'essentiel de ces flux d'IDE a été enregistré durant la deuxième moitié de l'année fiscale écoulée, grâce notamment à un mégaprojet touristique et urbain lancé par le fonds souverain de l'émirat d'Abu Dhabi pour un investissement estimé à 35 milliards de dollars, a-t-on précisé de même source. Ce projet porte sur la transformation de Ras el-Hikma, une ville située sur la côte méditerranéenne à environ 350 kilomètres au nord-ouest du Caire, en une destination touristique mondiale. Cette péninsule à la géographie désertique comprendra à terme « des quartiers d'habitation adaptés à tous les moyens, des hôtels internationaux haut de gamme, des stations balnéaires, des centres de divertissement, ainsi qu'un centre technologique, un port de plaisance et un aéroport international », selon la maquette du projet.

La Banque centrale égyptienne a par ailleurs indiqué que le pays le plus peuplé du monde arabe a attiré des flux nets d'investissements de portefeuille de 14,5 milliards de dollars durant l'exercice fiscal 2023/2024 contre des sorties nettes de 3,8 milliards de dollars au cours de l'exercice précédent.

ARABIE SAOUDITE

Un plan stratégique pour l'innovation mondiale et la croissance des PME

Alors que l'Arabie saoudite accélère la réalisation des objectifs de son plan Vision 2030, Monsha'at, l'Autorité générale des petites et moyennes entreprises, a accueilli Biban24. Cet événement de premier plan réunira des entrepreneurs, des investisseurs et des PME du monde entier pour favoriser l'innovation, l'investissement et les possibilités de croissance dans tout le Royaume.

L'un des points forts de l'événement de cette année a été le lancement d'un rapport complet sur l'écosystème entrepreneurial de l'Arabie saoudite, qui présente les dernières informations économiques, les tendances et les opportunités pour les PME conformément à la Vision 2030.

Le tout nouveau rapport révèle les progrès remarquables accomplis par l'Arabie saoudite dans la création d'un environnement commercial dynamique, favorisé par un ensemble solide de réformes économiques et une stratégie de diversification ambitieuse. Selon le rapport, l'Arabie saoudite a connu une croissance de 4,9 % de son activité économique non pétrolière au deuxième trimestre 2024, renforçant ainsi sa position de plaque tournante mondiale pour les PME et les investisseurs étrangers.

En tant que l'un des événements les plus populaires de ce type dans la région, Biban24 servira de plateforme pour la collaboration, l'établissement de partenariats et l'échange significatif d'idées et de points de vue. Les participants, y compris les entrepreneurs et les propriétaires d'entreprise, seront invités à tirer le meilleur parti de plus de 25 000 séances de formation, de mentorat et de conseil, afin d'acquérir une meilleure connaissance du lancement et de la croissance d'entreprises prospères. Le forum offre également aux entrepreneurs et investisseurs internationaux une occasion de réseautage unique, qui leur permet de nouer des liens avec des entités locales et d'explorer les possibilités d'affaires dans les secteurs en plein essor de l'Arabie saoudite. Biban24 est le forum idéal pour apporter aux PME les conseils stratégiques et les ressources de financement indispensables à une croissance durable et à l'innovation technologique.

Le rapport présente une analyse complète des secteurs de développement clés, tels que les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et le tourisme culturel. Il souligne l'engagement de l'Arabie saoudite à autonomiser les PME grâce à des programmes de soutien financier et à des changements réglementaires qui réduisent les coûts de création d'entreprises et simplifient les processus d'octroi de licences.

L'Arabie saoudite a assuré sa stabilité économique en accordant la priorité à la croissance des secteurs non pétroliers, un changement stratégique qui s'est traduit par une croissance continue des activités non pétrolières, comme le soulignent les conclusions du rapport. Biban24 permettra aux PME de saisir ces occasions, grâce à des séances consacrées à la croissance stratégique, à l'innovation et au développement durable dans le paysage économique diversifié du Royaume.

KENYA

Le Royaume-Uni engage 5,2 millions $ pour créer un fonds de dette des PME

Un nouveau fonds de dette soutenu par Londres vise à améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises kényanes, avec l'objectif de mobiliser jusqu'à 300 millions de dollars. Ce programme ambitionne de réduire les coûts de crédit élevés pour les entreprises locales.

Le Royaume-Uni a annoncé, le mardi 5 novembre, par l'intermédiaire de la Haute Commission britannique à Nairobi, l'octroi de 667 millions de KSH (5,2 millions de dollars) pour mettre en place un fonds de dette destiné aux PME au Kenya. Créé en collaboration avec FSD Africa, une institution de financement du développement soutenue par le gouvernement britannique, ce fonds a pour ambition de mobiliser 300 millions de dollars pour renforcer le tissu économique kényan en facilitant l'accès au crédit pour les PME.

Il « vient renforcer la boîte à outils financière du Royaume-Uni au Kenya, qui a soutenu la création d'emplois et la croissance économique à long terme pendant de nombreuses années, et il profitera à tous les travailleurs acharnés de ce pays - en particulier les femmes, les jeunes et les personnes handicapées », a déclaré Neil Wigan, haut-commissaire britannique au Kenya, Neil Wigan (photo).

Ce fonds de dette pour les PME cotées s'adresse à un éventail d'investisseurs locaux et internationaux, avec une structure pensée pour attirer les fonds de pension kényans et autres investisseurs institutionnels. L'objectif est d'offrir aux PME locales un accès à des financements à des taux plus avantageux, alors que les coûts d'emprunt pour ces entreprises peuvent grimper jusqu'à 40%. Ce niveau de taux d'intérêt représente un important frein pour les PME qui composent 98% des entreprises au Kenya et emploient une part considérable de la main-d'œuvre.

Une première levée de fonds de 100 millions de dollars est en préparation. Mais à terme, ce sont 240 millions de dollars qui sont attendus auprès d'institutions kényanes et 60 millions auprès d'investisseurs étrangers. Le fonds projette de soutenir 10 000 PME, d'atteindre 50 000 ménages et de générer environ 90 000 emplois dans divers secteurs, allant de l'agriculture et de la manufacture à la technologie.

Le programme pourrait également offrir aux fonds de pension kényans qui ont plus de 30 milliards $ d'actifs sous gestion, une opportunité d'investissement en actifs alternatifs, leur permettant de diversifier leurs portefeuilles tout en stimulant l'économie nationale.

FIN JANVIER 2025

La Banque africaine de l'Energie lancera ses activités

Pour la réalisation des objectifs énergétiques et climatiques de l'Afrique d'ici 2030, l'AIE estime à plus de 200 milliards $ par an les investissements nécessaires afin de répondre aux besoins énergétiques croissants.

La Banque africaine de l'énergie (AEB) prévoit de démarrer ses activités le 28 janvier 2025, selon un communiqué du gouvernement nigérian, publié à l'issue de la 19e réunion du conseil d'administration de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), qui s'est tenue le mercredi 30 octobre à Yaoundé, au Cameroun.

Fondée en juin 2024 par l'APPO en partenariat avec Afreximbank, l'AEB est une institution de développement dotée d'un capital initial de 5 milliards de dollars. Elle a pour mission de soutenir le financement des projets pétroliers, gaziers et potentiellement d'énergies renouvelables en Afrique, et de combler le déficit énergétique du continent en exploitant ses vastes réserves de pétrole et de gaz naturel.

D'après le ministre nigérian du Pétrole, Nicholas Agbo Ella (photo), la finalisation des travaux du siège de l'AEB à Abuja est en cours, et son inauguration devrait intervenir en janvier prochain. Il a également indiqué que le Nigeria a déjà versé 69,12 millions de dollars au titre de sa contribution au capital de l'institution.

Le secrétaire général de l'APPO, Dr. Omar Farouk Ibrahim, a quant à lui souligné que 50% des fonds nécessaires au démarrage de l'AEB sont déjà disponibles, appelant les pays membres à maintenir leurs efforts pour assurer le lancement dans les délais.

D'après l'Agence internationale de l'Energie (AIE), l'accès à l'énergie est une priorité majeure en Afrique, où 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Pour atteindre les objectifs énergétiques et climatiques du continent d'ici 2030, des investissements annuels de plus de 200 milliards de dollars seront nécessaires.

LES MINES AFRICAINES DU BRITANNIQUE ANGLOGOLD

Elles ont déjà livré 32 tonnes d'or en 2024

En Afrique, AngloGold Ashanti exploite les mines d'or Obuasi et Iduapriem au Ghana, Siguiri en Guinée et Geita en Tanzanie. Elle détient aussi des parts dans la mine d'or Kibali en RDC. Ces actifs contribuent à environ 60 % de la production d'or du groupe, attendue entre 75 et 80 tonnes en 2024.

AngloGold Ashanti a enregistré une production de 1,12 million d'onces (environ 32 tonnes) d'or en Afrique au cours des neuf premiers mois de 2024. Dans ses résultats du troisième trimestre publiés le 7 novembre, la compagnie basée à Londres a souligné une baisse d'environ 1 % de la production d'or (1,13 million d'onces durant les neuf premiers mois de 2023).

Les performances des mines d'or Geita en Tanzanie, Siguiri en Guinée, ainsi que Iduapriem et Obuasi au Ghana, sont restées relativement stables. Une baisse de 8 % en glissement annuel a en revanche été enregistrée par la compagnie pour sa production attribuable à Kibali, mine d'or codétenue avec Barrick Gold en RDC. Elle a rapporté 229 000 onces sur les neuf premiers mois de 2024, contre 250 000 onces sur la même période en 2023.

Il faut souligner que l'Afrique représente actuellement environ 60 % de la production du groupe AngloGold. Cette part devrait significativement augmenter l'année prochaine, avec l'intégration de la mine d'or Sukari au portefeuille de la compagnie originaire d'Afrique du Sud. AngloGold est en effet en passe de boucler l'acquisition de la société Centamin, prenant ainsi le contrôle de la plus grande mine d'or d'Egypte et ses 500 000 onces livrées annuellement. Le projet aurifère ivoirien Doropo devrait aussi rejoindre le portefeuille d'AngloGold.

En dehors du continent, AngloGold Ashanti exploite des mines d'or en Amérique latine et en Australie. La compagnie vise en 2024 une production d'or de 2,65 à 2,85 millions d'onces.

POUR LA PRODUCTION DE VIANDE

Le Sénégal veut importer 1000 têtes de bovins du Brésil

Au Sénégal, l'élevage de bovins est le 4ème en importance après la volaille, les ovins et les caprins et le deuxième contributeur à la production locale de viande après l'aviculture. Le gouvernement qui souhaite améliorer la productivité intensifie les efforts dans l'amélioration génétique. Au Sénégal, le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage a signé une convention avec le Groupement pour l'amélioration génétique de l'élevage pastoral et extensif au Sénégal (GEPES), au profit des éleveurs de bovins. Dans un communiqué publié sur son site le mardi 5 novembre, ledit ministère indique que ce nouveau partenariat permettra d'importer directement en provenance du Brésil 1000 têtes de bovins de race guzera, à haut potentiel de viande, soit 700 géniteurs et 300 génisses. L'initiative vise notamment à renforcer la productivité des élevages bovins locaux pour stimuler la production de viande rouge.

« Ces bêtes robustes et reconnues pour leurs performances en élevage extensif contribueront significativement à notre programme d'amélioration génétique. Notre ambition est claire : donner aux éleveurs sénégalais les moyens d'augmenter la productivité et la qualité de leurs troupeaux, tout en favorisant une approche durable et adaptée à nos réalités pastorales », peut-on lire dans le communiqué. D'après Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, une enveloppe de plus de 4,1 milliards de francs CFA (6,7 millions $) est prévue par le gouvernement pour subventionner à hauteur de 50 % l'acquisition de ces bovins depuis le Brésil. Il convient de noter que les différents efforts déjà consentis par le gouvernement dans le cadre de l'amélioration génétique des vaches laitières font déjà leurs preuves dans le pays.

D'après un rapport publié en juillet dernier sur le marché laitier sénégalais, le Département américain de l'agriculture (USDA) indique que la production locale de lait a augmenté de 15,2 % entre 2017 et 2021, passant de 243,5 millions de litres à près de 280,6 millions de litres principalement en raison de l'amélioration génétique des races locales et la conversion des exploitations extensives en exploitations semi-intensives.

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), la consommation de viande par habitant au Sénégal s'élevait à 18,5 kg en 2021, la viande bovine atteignant 5,3 kg. En 2019, l'effectif du cheptel bovin du pays était évalué à plus de 3,6 millions de têtes.

WALL STREET

Un troisième carton plein de records

La semaine s'est terminée en beauté, sur un nouveau 'carton plein de records'... et que des 'doublés' intraday/clôture.

Le Nasdaq Composite (+0,1% à 19.287 après 19.318 en séance) a battu un record à l'arrachée et Tesla avec ses +8,2% à 321$ (+29% sur la semaine) a représenté 100% des gains de l'indice ce vendredi. Le titre a vu sa capitalisation grimper de +285Mds$ en quatre séances à 1.030Mds$... et son 'PER' s'est envolé vers 106.

Pour les autres indices, les gains ont été plus francs : le Dow Jones (+0,6% à 43.989) a fait une incursion au-delà des 44.000, à 44.157, et le S&P500 (+0,4% à 5.995) a pulvérisé les 6.000 afin de marquer les esprits avant le weekend (6.012 au plus haut).

L'indice phare a engrangé +4,6% sur la semaine, +25,7% depuis le début de l'année et +46% en un an et une semaine très précisément (53 semaines, ce qui constitue également un record).

Le Nasdaq a gagné +50% depuis le 30/10/2023 et affiche désormais un PER moyen de 46,85 qui explose les limites du connu, et surtout les 38,6 de la bulle des 'dot.com' ou les 34,2 de fin octobre 2007.

Et soulignons-le, il affiche un différentiel de performance de +7% sur la semaine par rapport à l'E-Stoxx50, ce qui doit également constituer un record absolu (à vérifier en remontant à fin 1999) et également un différentiel record de 30% sur l'année.

A noter -contrairement aux deux précédentes séances- la présence de plusieurs écarts notables à la baisse qui ont affecté Airbnb avec -8,7%, Moderna -6,9%, Enphase Energy -6,5%, Super-Micro -4%.

Le facteur 'taux' a peu influencé la tendance : comme prévu, la Fed a réduit jeudi son principal taux directeur d'un quart de point, sa deuxième baisse en moins de deux mois, tout en s'abstenant de fournir trop d'indices quant à ses intentions pour les prochains mois.

Ses membres ont toutefois décidé de réduire le principal taux à l'unanimité, invoquant une inflation maîtrisée qui tend vers 2% et la nécessité de prévenir les risques de ralentissement de la croissance, même si celle-ci 'progresse à une cadence soutenue' de leur aveu.

Jerome Powell, au détour d'une question, a mis fin à un suspense qui durait depuis mercredi matin : 'je ne démissionnerai pas si Donald Trump me le demande' et le patron de la Fed compte bien aller au bout de son mandat (qui expire en janvier 2026).

'Selon nous, le second mandat de Trump sera marqué par une baisse de l'impôt sur les sociétés, la dérégulation du secteur technologique, la mise en place de tarifs douaniers destinés à stimuler le secteur industriel américain et la relocalisation, et des politiques de soutien aux crypto-monnaies', soulignait Yan Taw Boon, gérant chez Neuberger Berman.

Donald Trump ayant manifesté son intention d'imposer une réglementation plus souple et légère pour le secteur, le Bitcoin a établi un nouveau record au-delà de 76.000 dollars jeudi soir et certains le voient déjà atteindre le seuil des 100.000$ dans un avenir proche.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 11 Novembre 2024
Valeur : 13 Novembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.7657	133.7807
1	EUR	EURO	143.1828	143.2122
1	GBP	POUND STERLING	172.6009	172.6425
100	JPY	JAPANESE YEN	87.1665	87.1819
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6137	18.6169
1	CHF	SWISS FRANC	152.4917	152.5262
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.1099	96.1275
1	DKK	DANISH KRONE	19.2024	19.2056
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3402	12.3445
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1370	12.1421
1	AED	UAE DIRHAM	36.4177	36.4227
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.6120	35.6179
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.4352	435.6259
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.6439	43.0725
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5445	13.5460
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5493	27.6904
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3526	3.3630
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5672	177.5672

Le CAC 40 est attendu en hausse après les nouveaux sommets à Wall Street

La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse lundi matin, alors que Wall Street a enchaîné les records la semaine dernière dans le sillage de l'élection de Donald Trump et de la baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed).

Vers 8h20, le contrat à terme sur le CAC 40 montait de 39,5 points, soit 0,5%, selon les données du courtier IG.

Les trois principaux indices de Wall Street ont clôturé à de nouveaux sommets historiques vendredi, alors que les investisseurs revoient à la hausse leurs perspectives après la victoire de Donald Trump à la présidentielle, qui ouvre la voie à un programme économique expansionniste susceptible de gonfler les profits des entreprises. Le Dow Jones a signé sa meilleure semaine de l'année et le S&P 500 a brièvement franchi le seuil des 6.000 points en séance.

Les marchés se concentreront cette semaine sur plusieurs publications macroéconomiques, notamment les chiffres de l'inflation (CPI) et des ventes de détail aux Etats-Unis pour le mois d'octobre, et l'indicateur ZEW du climat des affaires en Allemagne pour novembre.

Du côté des entreprises présentes dans l'indice SBF 120, aucune actualité n'est à signaler alors que ce lundi est férié en France.

Le Dax 40 ne s'inquiète pas et grimpe

Le principal indice de la Bourse de Francfort progresse assez nettement après que la coalition au pouvoir en Allemagne a éclaté à la suite du limogeage du ministre allemand de l'économie.

La dissolution de l'Assemblée nationale en France, en juin dernier, avait provoqué d'importants remous à la Bourse de Paris. Le CAC 40, qui évoluait au-dessus des 8.000 points avant cet évènement politique majeur, n'a plus jamais approché de près ou de loin ce seuil.

L'incertitude politique gagne désormais l'Allemagne. Outre-Rhin, le chancelier, Olaf Scholz, a révoqué mercredi le ministre des Finances, Christian Lindner, qui a été remplacé ce jeudi par Jörg Kukies, proche conseiller de Scholz.

Cette annonce a acté la fin de la coalition allemande "feu tricolore" qui regroupait les sociaux-démocrates (SPD) de Scholz, les écologistes et les libéraux (FDP) de Lindner. L'exécutif au pouvoir n'a ainsi plus de majorité au Parlement, réputé très puissant outre-Rhin.

Le Dax ne panique pas

Des tensions avaient émergé entre le FDP et le SDP autour de la constitution du Budget 2025 et la direction de la politique économique (en clair: faut-il relancer la croissance quitte à ne pas tenir l'équilibre budgétaire). Ce dans un contexte économique dégradé, puisque l'Allemagne peine à renouer avec la croissance, laissant désormais ses voisins tirer l'activité de la zone euro.

À la suite de cette décision, Olaf Scholz a appelé à un vote de confiance à la mi-janvier 2025. "S'il perdait ce vote, comme cela semble probable, il demanderait au président fédéral Steinmeier de dissoudre le parlement dans un délai de 21 jours. Dans le cas où le président dissoudrait le parlement, de nouvelles élections devraient être convoquées dans un délai de 60 jours", explique UBS. Ce qui reviendrait donc à tenir des élections anticipées en mars. Pourtant ce regain d'instabilité politique ne pèse absolument pas sur la Bourse de Francfort. Le Dax 40, son principal indice, gagne 1,3% ce jeudi en fin de matinée à 19.281 points.

Trump fait briller Wall Street et déprime l'Europe

Cette journée de commémoration de la fin de la Grande Guerre est férié dans certains pays, mais elle n'est pas chômée sur les marchés financiers. L'actualité est toujours largement Trumpo-centrée, les décideurs de tout poil cherchant à prévoir ce qui va se passer au cours des quatre prochaines années.

Trump fait briller Wall Street et déprime l'Europe

Donald Trump enfilera le costume de président des Etats-Unis au début de l'année prochaine. Ce qui ne l'empêche pas d'occuper largement le terrain, notamment sur la scène internationale. Sur les marchés financiers, son comeback a permis à Wall Street d'enregistrer l'une de ses meilleures semaines récentes. Avec un gain de 4,66%, l'indice large S&P500 revendique sa plus vive hausse depuis un an, précisément depuis le bond de 5,85% enregistré lors de la semaine du 30 octobre 2023. Les actions américaines évoluent, naturellement, sur des records.

En Europe, c'est plutôt la soupe à la grimace : le STOXX Europe 600 a perdu 0,8% la semaine dernière, sa troisième performance hebdomadaire négative consécutive. Les investisseurs ont bien compris qu'avec le retour du républicain à la Maison Blanche, la situation du vieux continent sera moins favorable qu'elle ne l'est actuellement. D'ailleurs, dans ce que le marché appelle les Trump Trades, c'est-à-dire la double liste des actifs qui bénéficient ou qui pâtissent du retour de l'ancien président aux manettes, l'Europe est clairement dans la colonne des perdants. Avec les énergies renouvelables ou le peso mexicain par exemple. Dans l'autre colonne, je crois qu'on peut affirmer que le bitcoin est le grand gagnant à court terme. Il a signé un record au-dessus de 81 000 USD après avoir gagné 33% en un mois grâce à la conversion récente et opportuniste de Donald Trump aux crypto-monnaies. Il y a aussi eu un engouement incroyable autour des opérateurs de prisons privées, et dans une moindre mesure autour des banques régionales américaines. Au-delà de ces courroies de transmission assez directes, les autres manifestations de la future politique républicaine attendront un peu. Lors de son précédent mandat, Donald Trump a mis en place plusieurs mesures radicales, mais il n'est pas allé aussi loin que ce qu'il avait prévu. Sa présidence avait, il est vrai, été bouleversée par la pandémie, mais c'est aussi parce que les menaces permettent parfois d'obtenir des résultats intéressants sans avoir à passer à l'acte. Trump excelle dans ce domaine. Cette fois pourtant, les observateurs ont le sentiment qu'il pourrait aller plus loin et plus fort.

DE 40 À 37,5 HEURES

En Espagne, le projet de réduction du temps de travail a du plomb dans l'aile

Les négociations sur la réduction du temps de travail en Espagne patinent alors que le patronat refuse toujours de soutenir la mesure. Les partenaires sociaux devront s'entendre d'ici au 11 novembre. À défaut, un texte rédigé par le gouvernement ira directement devant les députés, où il n'est toutefois pas sûr d'obtenir un soutien suffisant.

Si le gouvernement français a remis l'augmentation du temps de travail au centre de ses priorités, c'est le débat inverse qui se joue de l'autre côté des Pyrénées. Depuis plusieurs mois, syndicats et patronat espagnols tentent de trouver un accord sur la proposition de la ministre du Travail, Yolanda Diaz, de baisser la durée légale hebdomadaire de travail de 40 à 37,5 heures dans le secteur privé (elle est déjà de 37,5 heures dans la fonction publique). "Réduire le temps de travail, ce n'est pas seulement travailler moins, c'est aussi travailler mieux", avait-elle justifié sur X avant le début des discussions sur sa mesure qui concernerait quelque 12 millions de travailleurs.
La transition se ferait toutefois progressivement, avec un passage aux 38,5 heures en cette fin d'année, puis aux 37,5 heures fin 2025. Le tout sans baisse de salaire. En contrepartie, la ministre communiste promet de soutenir les entreprises, notamment via des allègements de cotisations sociales.
Constatant l'enlisement des négociations entre les partenaires sociaux, elle a formulé une dernière offre en proposant une aide allant jusqu'à 6.000 euros pour les petites entreprises de moins de cinq salariés dans certains secteurs comme l'hôtellerie, le commerce, l'agriculture, rapporte El Periódico.
Cette offre s'est accompagnée d'un ultimatum: sans accord du patronat ce 11 novembre, le texte législatif instaurant la semaine de travail de 37,5 heures sera directement envoyé au Congrès des députés, et les aides promises aux entreprises ne seront pas nécessairement conservées.

Une mesure qui «n'a pas de sens» pour le patronat

Un coup de pression qui n'a pas porté ses fruits à ce stade. Dans un communiqué commun publié le 5 novembre, la Confédération espagnole des organisations professionnelles (CEOE) et la Confédération espagnole des petites et moyennes entreprises (CEPYME) affirment qu'elles "ne peuvent soutenir cette proposition", considérant que la réduction généralisée du temps de travail, sans prise en compte des spécificités de chaque secteur d'activité, "n'a pas de sens". Les organisations patronales accusent en outre le gouvernement "d'ingérence" en cherchant à modifier par la loi des règles qui s'établissent dans le cadre de conventions collectives de branches ou d'accords d'entreprises négociés via le dialogue social, et dont certains prévoient déjà un temps de travail de 38 heures. Elles précisent enfin qu'"il sera difficile d'augmenter la productivité grâce à la réduction du temps de travail dans un tissu productif composé à environ 98% de PME et d'indépendants, et où les secteurs qui contribuent le plus au PIB sont liés, entre autres, aux services ou au tourisme".

ACCÈS PAYANTS AUX MONUMENTS, TARIFS EN HAUSSE...

Comment Rome maximise les recettes du surtourisme

À la différence de Barcelone, la capitale romaine - qui attire un nombre record de visiteurs - ne cherche pas à limiter Airbnb… mais n'hésite pas à faire payer plus les touristes.
Mais que reste-t-il aujourd'hui de la poésie de la fontaine de Trevi, enfermée derrière une barrière de Plexiglas ? Sa maintenance, en préparation du Jubilé de 2025 annoncé par le pape François, n'explique pas tout. Car l'ambition de la ville est plus vaste. À partir du mois de décembre, l'accès à la célébrissime fontaine sera payant, à raison de 2 euros pour une demi-heure, et sur réservation nominative pour un créneau horaire.
Alors que les marches autour de la fontaine peuvent accueillir jusqu'à 280 personnes, près de 500 s'y pressent en permanence. « Notre but n'est pas de gagner de l'argent, mais de faire de la visite de la fontaine de Trevi une véritable expérience, et non une bousculade chaotique entre un touriste et un autre pour trouver le meilleur angle pour un selfie », justifie Alessandro Onorato, en charge du tourisme et des grands événements à la ville.

PORTUGAL

Les espèces envahissantes perturbent la pêche

La pêche est bloquée en raison de la présence d'espèces envahissantes "à grande échelle" dans le fleuve Minho.
Selon l'association d'experts en pêche, l'élodée, une espèce invasive présente "à grande échelle" dans le fleuve Minho, bloque complètement les filets de pêche à l'alose et à la lamproie, rendant l'activité des pêcheurs impossible car elle s'emmêle dans les filets de pêche. Bien que située plus en amont du fleuve Minho, la plante aquatique perturbe l'ensemble du lit du fleuve en raison des tempêtes ou des courants.
S'adressant à l'agence de presse Lusa, Augusto Porto, de l'Associação de Profissionais de Pesca do Rio Minho e Mar, a déclaré que cette espèce envahissante "est présente à très grande échelle dans le fleuve Minho. Elle nuit considérablement aux activités de pêche, en particulier à l'alose, à la lamproie ou au flet. Augusto Porto a ajouté : "Un engin de pêche pourrait fonctionner toute la journée, mais lorsque nous trouvons ces algues, nous passons un, deux ou trois [engins de pêche] et nous ne pouvons toujours pas travailler", a-t-il déploré, expliquant que cette flore envahissante "ressemble à un courant et enchevêtre l'ensemble du réseau".
L'élodée est une espèce envahissante qui inquiète la biologiste et environnementaliste Ana Lages, qui fait partie de "Corema", une organisation non gouvernementale de protection de l'environnement(ONGA) basée à Caminha. Comme le souligne Ana Lages, "les élodées sont l'espèce aquatique envahissante la plus préoccupante dans le fleuve Minho, car elles sont très répandues et pratiquement dans toutes les rivières et tous les ruisseaux de l'Alto Minho". Ana Lages précise que cette plante "commence à pousser, forme des couvertures et rend les rivières pratiquement impraticables", en plus de les rendre peu attrayantes pour les espèces de poissons indigènes.
Selon la biologiste, il existe des mesures qui pourraient être prises, mais elles nécessitent beaucoup d'argent et une intervention très réfléchie qui fait appel à beaucoup de matériel et de personnes. Toutefois, une autre solution, comme l'a indiqué Augusto Porto, consisterait à broyer les algues comme on le fait dans la rivière Mondego avec un autre type d'espèce envahissante.

EN 2024

La Suède devrait être la seule économie de l'UE à se contracter

L'économie suédoise guette la lumière au bout du tunnel. Mais le tunnel s'avère plus long que prévu. Après une contraction d'un demi-point de PIB en 2023, la croissance du royaume devrait s'établir à -0,2 % en 2024, selon les prévisions publiées à la mi-novembre par la Commission européenne.
Une anomalie parmi les Vingt-Sept, alors que les autres économies en contraction (Allemagne , Autriche, Hongrie, Estonie, République tchèque, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg) s'attendent toutes à un rebond. Il faudra attendre 2025 pour que le PIB suédois reparte timidement à la hausse (+1,3 %).
« Mais nous n'avions pas été autant frappés que les autres pays par la pandémie », relativise Ola Olsson, professeur d'économie à l'Université de Gothenburg, qui invite à regarder ces chiffres à l'aune des cinq ou six dernières années, pendant lesquelles l'économie suédoise s'en est bien sortie.

Mauvais indicateurs

Les autres indicateurs ne sont pourtant pas très bons. Le taux de chômage, à 7,6 % en 2023, devrait grimper de près d'un point l'année prochaine. L'ex-élève modèle scandinave rejoindrait alors l'Espagne et la Grèce sur le podium des pays ayant le plus de demandeurs d'emploi au sein du bloc.
La faiblesse de la couronne suédoise pèse sur les revenus des ménages, en renchérissant le coût des importations. En outre, l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt ont nettement affecté la consommation.

Taux fluctuants

Les Suédois sont d'autant plus à la merci de la hausse des taux d'intérêt qu'ils ont pour beaucoup souscrit à des emprunts immobiliers à taux variables, dans un pays où la dette des ménages et du secteur privé est déjà importante.
Après des années de hausse soutenue, bien aidée par les subsides gouvernementaux aux acheteurs, le prix de l'immobilier a fortement chuté. Et les promoteurs font maintenant face à d'importantes difficultés de financement.
« Les prix ont baissé, mais il y a eu une forte hausse pendant la pandémie, tempère Ola Olsson. C'est un ajustement qui pourrait se révéler positif pour les jeunes qui veulent acheter. »

Tourmente immobilière

Symbole de la mauvaise passe immobilière en Suède, le très endetté groupe foncier Samhällsbyggnadsbolaget i Norden (SBB) - qui possède près de 2.000 propriétés dans le royaume, notamment des écoles, des maisons de retraite, des mairies ou encore des commissariats - a vu sa note dégradée en « junk » (catégorie spéculative) par plusieurs agences de notation.
Au mois d'octobre, les faillites d'entreprises ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le début des enregistrements en 1999. Fortement pénalisé par la crise immobilière, le secteur de la construction est le plus touché.

NOUVEAU CAMPING-CAR PILOTE P720FC EXPRESSION SUR FIAT DUCATO 140 CH

Un profilé tout confort au couchage royal

Pas moins de quinze modèles au choix ! La gamme des camping-cars profilés Pilote Expression, avec des modèles de 5,96 m à 7,45 m de long, est hyper complète. Seuls quatre camping-cars proposent un lit central arrière permanent, dont le P720FC. En route pour la découverte d'un profilé qui « chouchoute » ses deux, voire quatre, occupants.

Une belle carrosserie blanche

Vous aimez les camping-cars un tantinet imposants et qui ont de la prestance ? Vous avez un faible pour les carrosseries claires ? Le confort et l'espace à bord sont en tête de vos préoccupations ? Le camping-car profilé Pilote P720FC Expression sur Fiat Ducato 2.2 140 ch est une option à garder dans un coin de votre mémoire. Il coche en effet toutes les cases. Avec ses 7,20 m de long, sa carrosserie blanche et sa décoration extérieure discrète, il est au rendez-vous côté élégance et stature. Sa face arrière monobloc en polyester, intégrant une caméra de recul, en impose également. La face avant, quant à elle, avec son "skydome" en partie haute, est également réussie.

Équipements en cabine : le compte est bon !

Avant de découvrir l'intérieur de ce modèle 2025 déjà présent sur les parcs, intéressons-nous à la cabine. En roulant, on sait en effet qu'on pourra compter sur des aides à la conduite : ABS (antiblocage des roues au freinage), ASR (système anti-patinage), ESP ou ESC (aide à la conduite pour améliorer le contrôle de l'adhérence et corriger les trajectoires) et Traction+ (augmente la motricité sur les terrains difficiles et à faible adhérence) sont au rendez-vous. Régulateur et limiteur de vitesse, pneumatiques 4 saisons (avec flocon), kit anti-crevaison, verrouillage centralisé et vitres électriques sur les portes cabine, rétroviseurs électriques et dégivrants sont également au menu.

À l'intérieur, place au confort

Notons-le d'emblée : Pilote a choisi de proposer le lit de pavillon (120 x 200 cm) en option. Cela permet de contenir le prix de départ du véhicule. De série, ce camping-car profilé P720FC est donc un strict deux-places, convertible en quatre couchages moyennant un supplément. En couple, on y sera évidemment très à son aise. Avant de parler de l'implantation, disons un mot sur l'ambiance générale séduisante. Une ambiance boisée au sein de laquelle le mobilier arrondi et les banquettes bicolores créent une atmosphère agréable. La distribution intérieure des espaces de vie est classique mais pertinente. Elle concentre en fait ce qui plaît en ce moment : une dînette avec banquettes face à face à l'avant et un lit central à l'arrière. Au milieu, on trouve le bloc cuisine et une douche indépendante d'un côté, le réfrigérateur et le cabinet de toilette de l'autre.
Un coup d'œil suffit pour imaginer qu'on y passera volontiers tous les moments de la journée, que ce soit pour manger, regarder la télé, recevoir à l'heure de l'apéritif ou encore préparer ses visites.

Salon avant très convivial

Le camping-car Pilote P720FC Expression voit en effet grand avec son immense table, ses banquettes pour trois et ses deux sièges cabine pivotants. La lumière entre généreusement par les deux baies latérales, par le skydome et le pare-brise en cabine. C'est important aussi pour profiter du paysage. Autant dire qu'en voyageant à deux, ce sera royal. D'autant que le bloc cuisine, très spacieux, affiche une belle palette de rangements bas. Un bon point également pour les éclairages indirects, très flatteurs, qui renforcent l'impression de confort.

Une vraie chambre à l'arrière du camping-car Pilote P720FC Expression

Le lit central arrière permanent est un must pour beaucoup. Mais, au fait, pourquoi plaît-il tant ? Toujours prêt, il procure immanquablement une impression de bien-être, un peu comme à l'hôtel ou à la maison. On ne peut pas faire plus confortable et plus cosy. Celui du camping-car profilé Pilote P720FC (150 x 190 cm) est un modèle du genre. On y accède des deux côtés, et la tête de lit est travaillée dans le moindre détail. Les bonnes nuits sont assurées ou presque. Côté rangements, il y a de quoi faire également. On en trouve de chaque côté du lit et en hauteur. On rangera facilement linge et vêtements pour les escapades et les vacances. N'oublions pas non plus la grande soute arrière traversante, idéale pour les objets et équipements les plus lourds et encombrants.

Autonomie et service

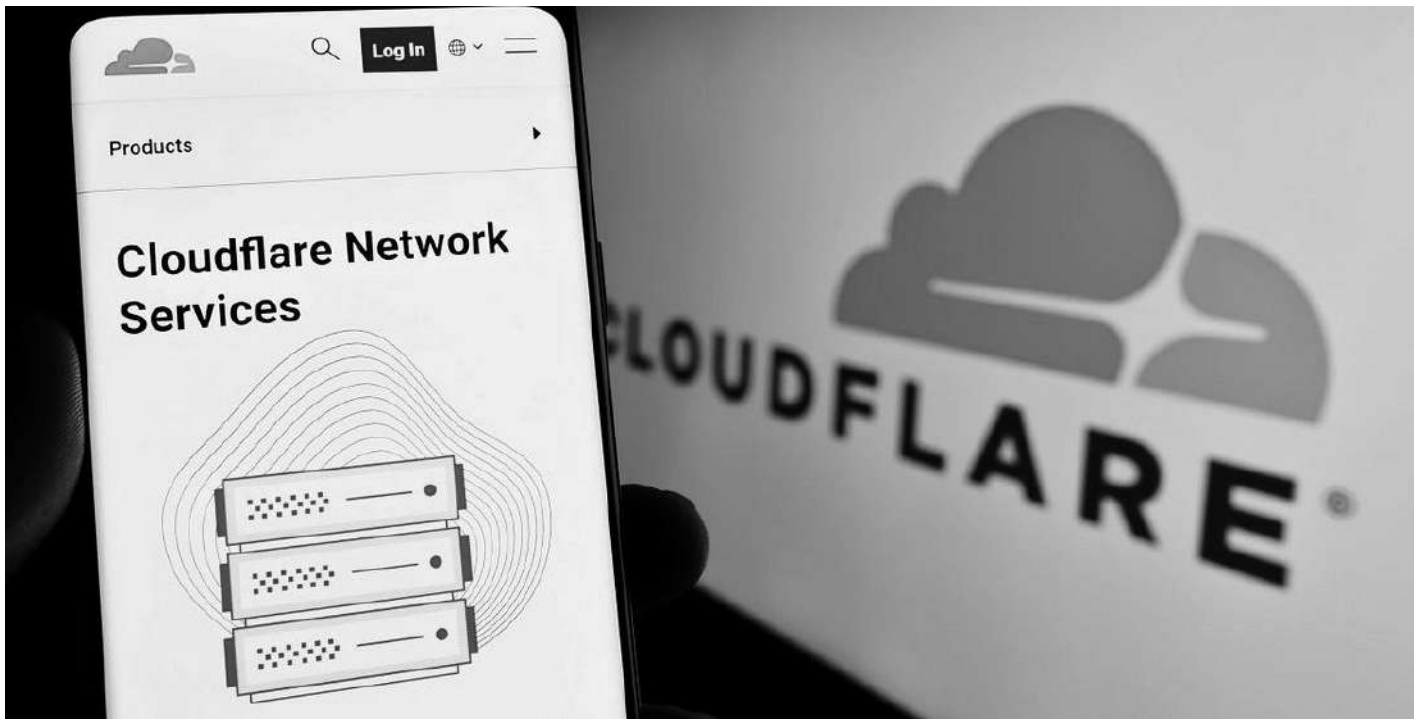
Avec 130 litres d'eau propre (95 l pour les eaux usées), on pourra "voir venir", surtout si l'on voyage à deux. Dans ce cas, on peut tenir 2 à 3 jours sans passer par la case vidange des eaux grises et plein d'eau propre. Chauffage et eau chaude sont produits par un appareil Truma, très répandu dans les véhicules de loisirs. Le coffre à gaz peut accueillir deux bouteilles de 13 kg. Enfin, ce camping-car profilé P720FC est équipé d'un booster pour une charge rapide de la batterie auxiliaire. On dispose de prises 230 V et USB aussi bien dans la chambre que dans la cuisine.

Prix du camping-car profilé Pilote P720FC Expression à partir de 73 400 €

PIRATAGE

Cloudflare exhorte la Commission européenne à garantir un Internet libre

Cloudflare contre-attaque. Le géant américain de la sécurité Web refuse de compromettre la confidentialité de ses utilisateurs au nom de la lutte anti-piratage et appelle l'UE à maintenir une approche équilibrée.



On dit que seules les montagnes ne se rencontrent pas et il semble que ce soit bien le cas entre les défenseurs du droit d'auteur et les protecteurs de la vie privée en ligne. Au cœur de cette nouvelle guerre froide numérique, Cloudflare, qui protège plus de 30 % des sites du Fortune 500, se retrouve sous le feu des critiques. Les ayants droit accusent l'entreprise de faciliter le piratage en masquant l'identité des opérateurs de sites illégaux. Dans une réponse musclée adressée à la Commission européenne, Cloudflare défend sa vision d'un internet où sécurité et respect du droit d'auteur peuvent coexister, sans sacrifier les libertés fondamentales des internautes.

Les ayants droit détournent la liste de surveillance européenne pour imposer leurs exigences

Mais qu'est-ce qui a bien pu brouiller Cloudflare et l'UE ? La confrontation prend racine dans la consultation publique lancée par l'UE pour sa « liste de surveillance de la contrefaçon et du piratage ».
Ce qui devait être un simple recensement des sites pirates s'est transformé en tribune politique pour les ayants droit. L'International Federation of the Phonographic Industry, (IFPI) et Video Games Europe reprochent notamment à Cloudflare de ne pas partager spontanément les données personnelles de ses clients accusés de piratage.
C'est un refus catégorique de la part du fournisseur géant de DNS à moins d'une décision de justice. Pour Cloudflare, cette instrumentalisation de la liste de surveillance est problématique. L'entreprise met en garde contre le risque que les mentions d'intermédiaires dans ce document soient perçues comme une « validation implicite par la Commission des exigences des ayants droit ».
Une telle perception pourrait influencer indûment les débats politiques et juridiques en cours. Cloudflare appelle donc l'UE à recentrer sa liste sur son objectif initial : identifier les « véritables acteurs malveillants » plutôt que de céder aux pressions visant à modifier les pratiques des intermédiaires techniques. Et si Cloudflare prend la plume pour solliciter de l'attention de la Commission, elle y va sans ambages.

La protection de la vie privée ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la lutte anti-piratage

Dans sa réponse à la Commission, Cloudflare exprime un enjeu fondamental : l'équilibre entre lutte contre le piratage et protection des libertés numériques. L'entreprise critique la vision étroite des ayants droit qui ne voient que les inconvénients des technologies de confidentialité comme l'Encrypted Client Hello (ECH).
Si cette fonction peut compliquer le blocage des sites pirates, elle renforce aussi significativement la protection de la vie privée des internautes. Pour Cloudflare, restreindre ces innovations au nom de la lutte anti-piratage serait « une politique à courte vue, néfaste pour le développement économique européen ».
Pour autant, l'entreprise n'est pas sourde aux demandes légitimes. Elle a mis en place un programme de signalement privilégié comptant 200 organisations, leur donnant accès à des informations techniques supplémentaires sur les sites suspects. Mais elle refuse d'aller plus loin dans la surveillance généralisée ou la déconnexion arbitraire de ses clients.

Les pannes IT, une épine dans le pied des activités des entreprises

Près de quatre organisations sur dix rencontrent un problème IT à fort impact sur l'activité au moins une fois par semaine. Or, un incident de ce type coûte plus d'1 M$ par heure dans près de deux-tiers des cas. Selon une étude publiée par l'éditeur New Relic (2024 Observability Forecast), le temps d'interruption de l'activité d'une organisation en raison de pannes informatiques s'élève en moyenne à 77 heures par an. L'étude classe les pannes IT selon trois niveaux d'impact sur l'activité. Tous niveaux confondus, le nombre médian de pannes annuelles s'élève à 232 par organisation.Près de 60% des entreprises subissent au moins une interruption à faible impact par semaine, et elles sont encore près de quatre sur dix à rencontrer un problème IT à fort impact sur l'activité à cette même fréquence. Ce sont évidemment les incidents les plus sévères qui coûtent le plus cher aux entreprises : pour 61% des décideurs interrogés, le coût horaire de ces pannes dépasse le million de dollars. Mais cette proportion atteint encore 48% pour les incidents ayant l'impact le plus faible.

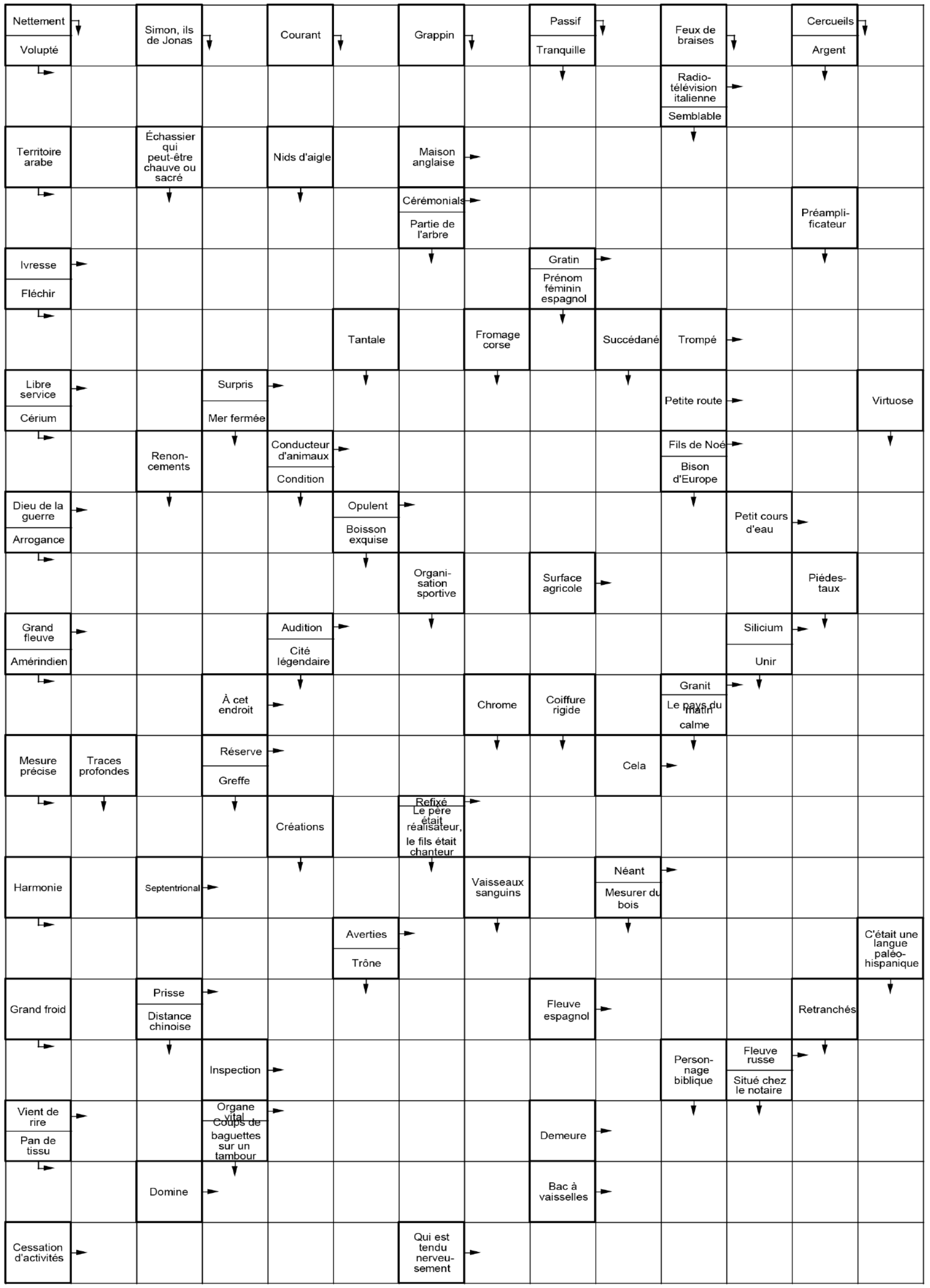
51 minutes pour résoudre un incident

Car, comme l'indique New Relic, si les pannes majeures, telles que celle déclenchée par la mise à jour défectueuse de Windows par CrowdStrike en juillet, peuvent paralyser les opérations, des problèmes mineurs peuvent également faire boule de neige et finir par avoir un lourds impact sur la vie de l'entreprise.
Les équipes d'ingénierie consacrent en moyenne 30 % de leur temps à résoudre les problèmes d'interruption de service, soit l'équivalent de 12 heures par semaine de 40 heures. Le temps de résolution médian d'un incident s'élève à 51 minutes. Les principales causes d'interruptions non planifiées signalées au cours des deux dernières années sont les pannes de réseau (citées par 35%), les problèmes liés à des tiers ou à des services cloud (29%) et ceux issus d'erreurs lors des changements (28%). Les bugs provoqués par une mise à jour logicielle n'arrivent qu'en quatrième position (27%) et les interruptions dues à une faille de sécurité qu'en 7e (22%).

Panne Crowdstrike : Delta réclame 500 M$ à l'éditeur

Le 19 juillet dernier, une mise à jour de l'éditeur de sécurité Crowdstrike a entraîné le plantage de certains systèmes Windows. Et de sérieuses difficultés pour nombre d'entreprises, contraintes de redémarrer chaque machine à la main pour supprimer la mise à jour défectueuse. En octobre, la compagnie aérienne Delta Airlines a déposé plainte contre l'éditeur, lui réclamant une compensation pour la perte de 500 M$ qu'elle dit avoir subie, suite à ce plantage. Dans cette plainte, le transporteur indique que Crowdstrike « a imposé à ses clients des mises à jour non testées et défectueuses, provoquant la panne de plus de 8,5 millions d'ordinateurs basés sur Microsoft Windows dans le monde entier ». Et se traduisant, pour son compte, par l'annulation de 7 000 vols et un coût estimé à 500 M$. L'éditeur a répliqué, déposant plainte à son tour contre la compagnie aérienne, l'accusant d'avoir refusé son assistance durant la panne et d'être donc responsable des conséquences sur son activité. Confiée au cabinet ERT, l'enquête de New Relic est basée sur les réponses de 1 700 professionnels IT interrogés en avril et mai derniers dans 16 pays (plus de 56% d'entre eux travaillant dans des entreprises de plus de 1 200 personnes).

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 12 novembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

CLASSEMENT MONDIAL DE SHANGHAI

L'université de Sidi Bel Abbès, première au niveau maghrébin et africain

L'université "Djilali Liabes" de Sidi Bel Abbès a occupé la première place au niveau maghrébin et africain selon le classement mondial de Shanghai Edition 2024, indique lundi un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cette université se place parmi les meilleurs établissements universitaires en Génie civil dans le classement thématique de Shanghai 201-300 et figure parmi les meilleurs établissements universitaires en Génie des Matériaux et Ingénierie (classement 401-500), précise la même source. L'université "Djilali Liabes" a également raflé la première place au niveau maghrébin et la deuxième en Afrique en Génie mécanique, se plaçant parmi les meilleurs établissements universitaires (classement mondial 301-400).

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

2024 en passe de devenir l'année la plus chaude jamais observée

L'année 2024 est en passe de devenir l'année la plus chaude jamais observée après une longue série de températures moyennes mensuelles exceptionnellement élevées enregistrées à l'échelle du globe, avertit l'Organisation météorologique mondiale (OMM), dans un bulletin publié lundi, au premier jour de la COP29 sur le Climat, qui se tient du 11 au 22 novembre à Bakou en Azerbaïdjan. Une fois de plus, le Bulletin de l'OMM sur l'état du climat en 2024 sonne l'alerte maximale face au rythme effréné imprimé au changement climatique en une seule génération, notamment du fait de l'augmentation constante des niveaux de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, indique l'OMM dans un communiqué. La période 2015-2024 sera la période décennale la plus chaude jamais enregistrée. La perte de glace des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et le réchauffement des océans s'accélèrent. Les conditions météorologiques extrêmes font des ravages dans les collectivités et les économies du monde entier. Selon une analyse de six jeux de données internationaux effectuée par l'OMM, la température moyenne de l'air à la surface du globe entre janvier et septembre 2024 a dépassé de 1,54 C (avec une marge d'incertitude de 0,13 C) la moyenne préindustrielle. Cette situation a notamment été favorisée par le développement d'un épisode El Nino, associé à une augmentation des températures. Le bulletin de l'OMM a été publié le premier jour de la 29eme Conférence des Parties (COP 29) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), à Bakou.

COP29

Appel à transformer les engagements en actions

Le Secrétaire exécutif de l'ONU climat, Simon Stiell, a affirmé hier lors de l'ouverture de la 29e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC/COP29), qui se tient du 11 au 22 novembre à Bakou en Azerbaïdjan, qu'il était temps de montrer que la coopération mondiale est à la hauteur de la situation, appelant à transformer les engagements en actions et à redoubler d'efforts pour réformer le système financier mondial.
«Ces dernières années, nous avons franchi des étapes historiques. Nous ne pouvons pas quitter Bakou sans un résultat substantiel. Les Parties, conscientes de l'importance de ce moment, doivent agir en conséquence", a indiqué M. Stiell dans son discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de la COP29, jugeant que "le moment était venu de montrer que la coopération mondiale n'est pas au point mort. Elle est à la hauteur de la situation". Pour le chef d'ONU Climat, "nous avons besoin que toutes les Parties prônent un accord dès le début, et transforment les engagements en action", rappelant que "le processus de la CCNUCC est le seul forum que nous avons pour répondre à la crise climatique dévastatrice et où nous pouvons, de manière crédible, nous tenir mutuellement responsables et agir en conséquence". Alertant que, sans ce processus, l'humanité se dirigerait vers un réchauffement climatique de cinq degrés, il a aussi rappelé qu'un nouvel objectif ambitieux en matière de financement de l'action climatique "est dans l'intérêt de chaque nation", y compris les plus grandes et les plus riches.
La crise climatique touche chaque individu dans le monde d'une manière ou d'une autre. A cet effet, M. Stiell s'est dit "frustré" que n'importe qui d'autre, qu'une seule COP ne puisse pas apporter la transformation complète dont chaque nation a besoin. "Mais si l'une de vos réponses à ces questions est non, alors c'est ici que les Parties doivent se mettre d'accord sur la manière de sortir de ce pétrin", a-t-il ajouté, insistant sur un nouvel objectif mondial en matière de financement de l'action climatique. Le responsable onusien a également averti que si au moins deux tiers des nations du monde n'ont pas les moyens de réduire rapidement leurs émissions, "tous les pays en paieront le prix brutal". Aussi, il a souligné que la transition vers les énergies propres et la résilience climatique ne s'arrêtera pas, et que "notre tâche consiste à l'accélérer et à veiller à ce que les avantages considérables associés soient partagés par tous les pays et tous les peuples". L'année prochaine, tous les pays présenteront leur troisième génération de plans d'action climatique nationaux (CDN).
Concernant ce sujet, le SG d'ONU Climat a rappelé que les rapports biennaux au titre de la transparence, attendus cette année, "nous donneront une image plus claire des progrès accomplis et des lacunes que nous devons combler". Avant de conclure, il a fait savoir qu'une "Campagne sur les plans d'action climatique" sera lancée par la CCNUCC, outre la relance des Semaines du climat, à partir de 2025.

Publicité

Anep Gratuit 0126